

AFFICHANT UNE VISION PARTAGÉE SUR PLUSIEURS DOSSIERS CLÉS

# ALGER ET HARARE CONSOLIDENT LEURS LIENS

*Lors de la visite du président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa à Alger, le président Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à jouer un rôle moteur dans la paix, la sécurité et la lutte contre les fléaux transnationaux en Afrique. Cette visite s'inscrit dans une volonté commune de renforcer la coopération stratégique, notamment face aux défis du terrorisme, des conflits armés...*



**AU MAROC : 76 % DES MÉNAGES S'APPAUVRISSENT**

PNEUMATIQUES  
**UN MÉGAPROJET  
LANCÉ À ORAN**



RÉSULTATS DU BAC 2025

**MENTION  
EXCELLENT  
POUR 1 754  
BACHELIERS  
CETTE ANNÉE**

*La wilaya de Tizi Ouzou s'est une nouvelle fois distinguée en obtenant la première place nationale au baccalauréat 2025 avec un taux de réussite de 62,83 %, suivie de près par Relizane (62,09 %). Certains lycées ont même atteint un taux de réussite de 100 %, devenant des modèles à suivre selon le ministre de l'Éducation.*

## Lutte contre la corruption : deux accords clés signés

Deux conventions de coopération ont été signées hier à Alger entre l'Autorité supérieure de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, d'une part, et le Conseil supérieur de la jeunesse ainsi que la Cellule de traitement du renseignement financier relevant du ministère des Finances, d'autre part. L'objectif est de renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre la corruption. Ces signatures ont eu lieu en marge de la célébration par l'Autorité supérieure de la Journée africaine de lutte contre la corruption, placée cette année sous le thème : «Renforcer la dignité humaine dans la lutte contre la corruption». L'événement a réuni des membres du gouvernement, des responsables d'organismes officiels ainsi que des représentants du corps diplomatique africain accrédité en Algérie. Les deux accords visent à : renforcer la coopération dans l'identification des activités et mesures liées à la prévention et à la lutte contre la corruption; définir les engagements des parties concernées; mettre en œuvre des programmes de formation sur la gouvernance, la transparence, la détection et la dénonciation de la corruption; favoriser l'échange d'informations et d'expertises pour améliorer la gouvernance et la lutte contre la corruption. Conformément aux accords, les parties s'engagent à mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre effective des activités prévues. Elles participeront également activement à la conception, à la préparation et à l'évaluation des actions de prévention de la corruption. Par ailleurs, l'Autorité organisera des sessions de formation et des journées de sensibilisation sur la transparence et la lutte contre la corruption au profit des publics concernés. Dans une déclaration à la presse, le ministre chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a souligné que cette initiative venait concrétiser une coopération déjà engagée entre son secteur et l'Autorité. Il a affirmé que cela traduisait la volonté du Conseil d'imprégner la jeunesse des valeurs de lutte contre la corruption, afin de former des leaders capables d'y faire face. Hidaoui a rappelé que les activités du Conseil mettent l'accent sur la lutte contre la corruption comme l'un des axes principaux de son action, précisant que les efforts seraient renforcés pour combattre ces phénomènes. À noter que, dans le cadre de cette journée africaine, un numéro vert de dénonciation de la corruption, le 1027, a été lancé officiellement et est désormais opérationnel à partir d'aujourd'hui.

**Les autorités judiciaires ont adressé 335 demandes de coopération à 32 pays pour traquer, geler et saisir les produits de corruption. En parallèle, 53 demandes de restitution d'avoirs ont été envoyées à onze pays, dont un en Afrique.**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a indiqué hier à Alger que l'Algérie a adressé près de 335 demandes de coopération judiciaire internationale à 32 pays, dans le but de retracer, geler et saisir les avoirs criminels. S'exprimant à l'ouverture des activités marquant la Journée africaine de lutte contre la corruption, un événement organisé par la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre a souligné que la récupération des produits issus de crimes de corruption constitue un volet essentiel dans la lutte contre ce fléau. À ce titre, «les autorités judiciaires ont transmis environ 335 demandes de coopération judiciaire internationale à 32 pays, en vue de localiser, geler et saisir les produits du crime», a-t-il précisé. Ces demandes ont reçu un écho variable selon les



pays concernés. Par ailleurs, 53 demandes de restitution d'avoirs ont été envoyées à onze pays, dont un pays africain. Ces procédures font l'objet d'un suivi constant par les autorités judiciaires, en coordination avec la Commission nationale d'experts chargée du recouvrement des fonds détournés et transférés à l'étranger, chargée d'harmoniser les efforts entre les différents acteurs afin d'atteindre cet objectif. À cet effet, l'Algérie a multiplié les démarches informelles en adhérant à plusieurs réseaux internationaux, tels que l'Initiative STAR de la Banque mondiale, le Forum mondial pour le recouvrement des avoirs (GFAR) de la Banque mondiale et de l'ONUUDC, le Réseau mondial opérationnel

des services répressifs (GLOBE NETWORK), le Centre international de coordination en matière de lutte contre la corruption (IACCC), ainsi que l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) en Italie. Le ministre a aussi rappelé l'adhésion récente de l'Algérie au Réseau régional de recouvrement des avoirs pour la région MENA (ARIN-MENA), une démarche qui a donné un nouvel élan aux demandes de restitution, notamment après des rencontres bilatérales avec les pays concernés, à l'occasion de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies contre la corruption en 2023. Dans le même ordre d'idées, Boudjemaa a évoqué les efforts du

ministère de la Justice à travers l'organisation de réunions régulières en visioconférence avec les représentants des États sollicités, l'envoi de délégations de la commission d'experts dans ces pays, ainsi que des actions diplomatiques de sensibilisation des autorités étrangères sur l'importance de ces démarches, ce qui a permis la récupération effective de plusieurs biens, immobiliers, mobiliers et financiers. Cependant, le ministre a aussi souligné les obstacles entravant les efforts algériens, notamment la complexité des systèmes judiciaires étrangers, la lourdeur de leurs procédures, ainsi que la multiplicité des intervenants entre autorités judiciaires et diplomatiques. **Y.B**

## AUTORITÉ SUPÉRIEURE DE TRANSPARENCE

### 19 dossiers de corruption dans le viseur

Lors de sa session ordinaire tenue samedi dernier, le Conseil de l'Autorité supérieure de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a examiné le bilan des signalements reçus au cours du premier semestre 2025. La réunion, présidée par Mme Salima Mesrati, présidente de l'Autorité, a révélé l'examen de 19 dossiers comportant des soupçons de corruption. Selon un communiqué rendu public par l'autorité dont il est question, la réunion a également présenté un état d'avancement des dossiers déjà soumis au Conseil lors de sessions précédentes, lesquels ont été transmis aux procureurs généraux territorialement compétents. L'Autorité, créée par la Constitution de 2020, n'a cependant donné aucun détail sur la nature des affaires, leur ampleur, leur gravité, ni les secteurs concernés ou les mesures engagées. Des interrogations subsistent quant à un

éventuel dévoilement par les juridictions compétentes des caractéristiques de ces affaires et de leur évolution judiciaire. En vertu de la loi 08-22, l'Autorité est chargée de plusieurs missions, notamment : collecter, traiter et transmettre les informations liées à son domaine de compétence, les mettre à disposition des organes concernés, et informer la Cour des comptes ainsi que l'autorité judiciaire compétente chaque fois qu'elle constate des infractions. Elle peut également adresser des injonctions, le cas échéant, aux institutions et organismes concernés. L'Autorité vise à atteindre les plus hauts niveaux de transparence et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques. Outre les attributions prévues à l'article 205 de la Constitution, elle est habilitée à centraliser, exploiter et diffuser toute information ou recommandation susceptible

d'aider les administrations publiques ou toute personne physique ou morale à prévenir et détecter les actes de corruption. Parmi ses missions figurent aussi la rédaction de rapports périodiques sur la mise en œuvre des mesures de transparence et de lutte contre la corruption, l'élaboration d'un rapport annuel à l'adresse du Président de la République, ainsi que la coopération proactive avec ses homologues internationaux et les organes spécialisés dans la lutte contre la corruption, dans le but de mettre en place un système structuré d'échange d'informations. Enfin, l'Autorité est également chargée de mener des enquêtes administratives et financières sur les signes d'enrichissement illicite des agents publics ne pouvant justifier une augmentation substantielle de leur patrimoine. **R.N**

# L'EXPRESS



Quotidien national  
d'information édité par la  
**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
[Redaction@lexpressquotidien.dz](mailto:Redaction@lexpressquotidien.dz)  
[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
TEL/fax: 023.70.99.92  
[Service-pub@lexpressquotidien.dz](mailto:Service-pub@lexpressquotidien.dz)

GÉRANT :  
**NOURDINE BRAHMI**  
DIRECTEUR HONORAIRE:  
**ZAHIR MEHDAOUI**  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

**Impression:**  
Société d'Impression  
d'Alger (SIA)  
**Diffusion:**  
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

AFFICHANT UNE VISION PARTAGÉE SUR PLUSIEURS DOSSIERS CLÉS

# Alger et Harare consolident leurs liens

*En visite officielle de deux jours en Algérie, le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a réaffirmé la solidité des relations bilatérales fondées sur une histoire de lutte commune contre le colonialisme. Accueilli par le président Abdelmadjid Tebboune, il a multiplié les rencontres, visites économiques et scientifiques, et signé de nouveaux accords pour renforcer la coopération dans plusieurs secteurs clés.*

**Karima Baba Aissa**

Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a effectué, une visite officielle de deux jours en Algérie, marquée par plusieurs rencontres bilatérales, des visites d'infrastructures économiques et scientifiques, ainsi que la signature de nouveaux accords de coopération dans des domaines jugés vitaux par les deux pays. Dès son arrivée à Alger, le président zimbabwéen a été reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence. Les deux chefs d'État ont tenu un entretien approfondi, à l'issue duquel ils ont fait une déclaration conjointe à la presse. «Nous partageons une même fierté et un même héritage, liés à la lutte de libération africaine, qui nous incitent à renforcer nos relations historiques», a affirmé le président Abdelmadjid Tebboune, mettant en avant la convergence totale des positions entre l'Algérie et le Zimbabwe sur les questions régionales et internationales, notamment la promotion des solutions pacifiques aux conflits en Afrique, le respect de la souveraineté des États et le rejet des ingérences étrangères. Dans le même contexte, il a souligné que cette visite s'inscrivait dans une dynamique de renforcement des relations bilatérales, couronnée par la tenue de la 4e session de la Commission mixte algéro-zimbabwéenne, ayant



permis la signature de plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente dans des domaines stratégiques. Le président Tebboune a également annoncé la création d'un Conseil d'affaires conjoint destiné à intensifier les échanges économiques et à encourager les opérateurs des deux pays à explorer de nouvelles opportunités d'investissement. Il a saisi cette occasion pour inviter officiellement le Zimbabwe à prendre part à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine qui se tiendra en septembre prochain à Alger. «Nous avons échangé les vues sur des dossiers et questions d'actualité aux niveaux régional et international. Nous avons relevé une convergence totale des positions, notamment sur la promotion des solutions pacifiques aux conflits en Afrique, le nécessaire respect de la souveraineté des États, le rejet des ingérences étrangères et l'impératif de privilégier les solutions africaines aux problèmes africains», a-t-il ajouté. Le président de la République a également déclaré : «Nous avons réitéré notre condamnation des crimes commis contre le peuple palestinien frère, et réaffirmé notre soutien à son droit légitime à l'établissement de son État indépendant». Il a aussi mis l'accent sur «le soutien à la juste cause du peuple sahraoui, en tant que question de décolonisation de la dernière colonie en Afrique», réaffirmant «notre soutien aux efforts des Nations unies visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination». En sa

qualité de coordonnateur de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le chef de l'Etat a souligné «l'engagement de l'Algérie à poursuivre son rôle d'appui aux efforts de l'Union africaine en faveur de la paix et de la sécurité et dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la migration clandestine». De son côté, le président zimbabwéen a affirmé que «l'Algérie est un pays ami avec lequel son pays entretient des relations fortes et enracinées en matière de solidarité et de lutte contre le colonialisme». Il a salué «la contribution de l'Algérie à l'indépendance de son pays» et a déclaré : «Nous remercions le grand peuple algérien pour ce soutien et cette visite constitue une occasion de renforcer nos relations». Mnangagwa a qualifié les relations bilatérales de «révolutionnaires», soulignant qu'elles sont «fortes et enracinées entre les deux pays, découlant de l'esprit de solidarité et de lutte continue contre le colonialisme et l'impérialisme». Il a également exprimé la solidarité «inébranlable et constante» de son pays avec le peuple sahraoui «dans sa lutte juste pour l'autodétermination» et a réaffirmé son «soutien au dialogue visant à mettre fin au conflit en Palestine et à assumer la responsabilité vis-à-vis de la situation dramatique endurée par les habitants de Ghaza». Le président Mnangagwa a tenu à remercier l'Algérie pour son aide concrète, rappelant «sa générosité manifestée à travers la construction d'une école dans son pays, en sus de l'envoi de 15.000 tonnes d'engrais pour aider à atténuer les effets de la sécheresse causée par le phénomène +El-Nino+ en 2024», un geste qui a été, selon lui, «chaleureusement accueilli par le peuple zimbabwéen». «À l'heure de la dynamique géopolitique, du développement du commerce

et des progrès technologiques, le Zimbabwe a besoin de coopérer et de nouer des partenariats avec des pays avec lesquels il partage les mêmes valeurs et les mêmes ambitions», a-t-il affirmé, ajoutant que cette visite permettra aux deux pays «de concrétiser leur volonté commune d'œuvrer à réformer l'ordre mondial, de contribuer à mettre fin à la prolifération des armes et des conflits, ainsi que de lutter contre le terrorisme». Poursuivant sa visite, le président zimbabwéen a effectué, dimanche, une série de déplacements à Alger. Il s'est d'abord rendu au siège de l'Entreprise nationale des Matériels agricoles et de pêche (ENMAP), à El Harrach, accompagné du ministre algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari. À cette occasion, il a assisté à une présentation sur les produits de cette entreprise publique spécialisée dans la commercialisation d'équipements agricoles. Il a également pris connaissance des principaux matériels agricoles fabriqués localement, notamment les moissonneuses-batteuses, les machines d'emballage, les pulvérisateurs, les planteuses de pomme de terre et les semoirs mono-graines, ainsi que des tracteurs produits par l'Entreprise de production de tracteurs agricoles (EPE ETRAG) de Constantine et l'Entreprise de construction de matériels agricoles (EPE CMA) de Sidi Bel Abbès. Il s'est ensuite rendu au Pôle scientifique et technologique de Sidi Abdallah, où il a visité l'espace dédié aux projets nationaux dans le domaine de l'intelligence artificielle. Il y a découvert une exposition regroupant plusieurs projets innovants réalisés par des étudiants issus d'universités algériennes, et a reçu des explications détaillées sur les différentes innovations présentées.

**K. B. A.**

## ÉDITORIAL L'EXPRESS

### Alger accélère son ancrage continental

PAR: AÏDA MOUNI

En recevant le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, à Alger, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé une ligne stratégique devenue centrale dans la diplomatie algérienne, celle de faire de l'Algérie un acteur moteur dans l'architecture continentale de paix, de sécurité et de lutte contre les fléaux transnationaux. Coordonnateur de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le chef de l'État a rappelé avec fermeté l'engagement de son pays à «poursuivre son soutien aux efforts de l'UA» dans ces domaines, mais aussi dans ceux du crime organisé et de la migration clandestine. Ce réengagement africain, Tebboune l'inscrit dans une dynamique plus large, celle d'un retour de l'Algérie sur les scènes diplomatique, économique et culturelle du continent. En multipliant les rencontres bilatérales, comme celle avec le dirigeant zimbabwéen, mais aussi en accueillant sur son sol les grands rendez-vous africains, Alger redessine son rôle de plateforme continentale. L'axe économique, désormais incontournable, s'affirme comme un levier majeur de ce retour africain. À l'heure où l'Algérie cherche à diversifier son économie, l'Afrique constitue un terrain stratégique pour ses ambitions industrielles, agricoles et énergétiques. Le soutien affirmé à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) s'accompagne d'initiatives de coopération bilatérale dans les infrastructures, la logistique et la formation. Alger mise sur une présence accrue de ses entreprises publiques et privées au sud du Sahara, tout en promouvant une approche solidaire fondée sur les échanges équilibrés, loin des logiques prédatrices. La célébration, hier de la Journée africaine de lutte contre la corruption en est un autre marqueur. Placée sous le haut patronage du président de la République, cette manifestation s'est tenue au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, en présence de membres du Gouvernement et de représentants d'organismes officiels, sur le thème «Renforcer la dignité humaine dans la lutte contre la corruption». L'événement rappelle que l'Algérie ne se contente pas de porter un discours souverainiste ou panafricaniste, elle l'accompagne d'une politique concrète fondée sur des instruments de transparence et de gouvernance. Dans cette perspective, Alger s'apprête à accueillir, du 20 au 22 juillet, la 7e session de l'Assemblée générale de l'Association des autorités africaines de lutte contre la corruption. Un rendez-vous stratégique, organisé autour du thème de la récupération des avoirs, où la coopération juridique, l'échange d'expertises et la volonté d'autonomisation économique des États africains devraient occuper le devant de la scène. L'itinéraire du président Mnangagwa (recueillement au Sanctuaire du Martyr, visite du musée national du Moudjahid) ne relève pas uniquement du protocole. Il symbolise la mémoire d'un pays qui n'a jamais séparé sa propre libération de celle des autres nations africaines. En cela, l'Algérie d'aujourd'hui semble renouer avec l'horizon stratégique de ses fondateurs historiques, parler d'égal à égal avec ses partenaires africains, tout en pesant dans la construction d'un continent affranchi, solidaire et souverain.

**A. M.**

### Clôture de la session parlementaire jeudi prochain

Le Parlement procédera, jeudi prochain, à la clôture de sa session ordinaire 2024-2025, indique un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN) publié hier. Selon la même source, la cérémonie de clôture débutera à 10h30 au siège de l'APN.

NOUVELLE ÉTAPE DANS LEUR PARTENARIAT STRATÉGIQUE

# Sonatrach et Sinopec visent de nouvelles opportunités

**Sonatrach a annoncé la signature d'un protocole d'accord stratégique avec la compagnie chinoise Sinopec. Cet accord vise à encadrer leur coopération pour des projets d'exploration et de développement d'hydrocarbures dans les bassins de Gourara et de Berkine Est.**

**Merouane Korsou**

Poursuivant sa politique de partenariat dans le cadre du développement de la recherche et de la production d'hydrocarbures, le groupe énergétique Sonatrach a annoncé hier avoir conclu un accord stratégique avec le chinois Sinopec, une des entreprises leaders dans le secteur pétrolier dans le monde. Selon un communiqué du groupe, Sonatrach et la société China petroleum and chemical corporation Sinopec ont signé "un protocole d'accord visant à définir le cadre de coopération entre les deux parties, en vue de conclure un ou plusieurs accords relatifs à l'exploration et au développement d'hydrocarbures dans les bassins de Gourara et de Berkine Est". "Ce protocole établit les grandes lignes de la collaboration à venir, notamment en ce qui concerne la définition des programmes de travail, l'évaluation des ressources présentes et la mise en œuvre de leur exploitation", ajoute le communiqué de Sonatrach qui précise que "les deux entreprises s'engagent également à intégrer les meilleures pratiques environnementales et à adopter une approche responsable dans la gestion des ressources naturelles." En fait, explique Sonatrach, "la signature de cet accord traduit la



volonté commune des deux entreprises à renforcer leur partenariat existant et de diversifier leur coopération à travers de nouvelles opportunités dans l'exploration et le développement des hydrocarbures en Algérie." Le groupe chinois est présent en Algérie sur plusieurs projets d'hydrocarbures depuis 2002, notamment à travers l'exploitation du gisement de Zarzaitine, dans le cadre d'un contrat d'association conclu avec Sonatrach pour la récupération et le développement des ressources en hydrocarbures de ce champ. Sonatrach et Sinopec collaborent également dans le cadre d'un contrat d'hydrocarbures d'une valeur de 850 millions de dollars signé le 25

février 2025, portant sur le périmètre de Hassi Berkane, en vertu de la loi 19-13 relative à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures. En juin dernier, le groupe pétrolier chinois s'est vu attribuer par ailleurs un permis d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures en Algérie, plus exactement dans la Zone Kirn El Kassa II à l'issue d'un appel d'offres lancé par Alnaft et dont les résultats ont été dévoilés le 17 juin dernier avec l'attribution de permis d'exploration à quatre autres compagnies pétrolières. L'accord pétrolier avec Sonatrach signé hier renforce donc substantiellement la présence des entreprises chinoises en Algérie. En moins de dix ans, la

coopération économique et commerciale entre les deux pays a connu une croissance formidable autant dans le secteur énergétique, le BTP, les transports et les infrastructures routières et les grands ouvrages d'art que dans le commerce et la distribution. Entre 2010 et 2020, les entreprises chinoises installées en Algérie ont enregistré un essor important et consolident leur position dans des secteurs où elles s'imposent comme les plus concurrentielles. Quelque 480 sociétés étaient enregistrées en 2007, soit 11,9 % du total des entreprises étrangères, et elles culmineront à 1 200 en 2020 (9 %). Si cette évolution suit celle des autres grands pays interve-

nant en Algérie comme la France ou la Turquie, c'est surtout la spécialisation de ces entreprises dans certains secteurs d'activité qui les différencie par rapport à celles des autres pays partenaires de l'Algérie. En 2022, la Chine est devenue le premier fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 18,6%), suivie par la France (14 %) et l'Italie (7,7 %). Selon le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, les entreprises chinoises sont engagées dans d'importants projets d'investissements directs en Algérie d'une valeur de 4,5 milliards de dollars. "L'Agence a enregistré 42 projets d'investissement chinois au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers depuis la création de l'agence en novembre 2022 jusqu'en mars dernier, pour un montant total dépassant 614 milliards de DA, soit 4,5 milliards de dollars", a-t-il précisé. Les contrats d'exploration et de production signés par Sonatrach et la société chinoise Sinopec préludent par ailleurs d'une prochaine et forte présence des investisseurs chinois dans le secteur énergétique, notamment dans le renouvelable, secteur où les chinois excellent comparativement aux autres groupes pétroliers mondiaux. **M.K.**

PNEUMATIQUES

## Un mégaprojet lancé à Oran

**Kader.M.**

Un imposant complexe dédié à la production de pneumatiques à été lancé hier à Tafraoui, Oran. Résultant d'un partenariat stratégique entre la société algérienne El Hadj Larbi Industries (SHLI) et l'un des leaders mondiaux dans le domaine, le fabricant chinois « Double Stare Tire », il constitue un nouveau jalon posé pour le développement industriel. Destiné pour répondre aux exigences de l'industrie, le projet représentant un investissement colossal de 50 milliards de dinars, symbolise la nouvelle dynamique économique

insufflée par le Président de la République, visant surtout à réduire la dépendance aux importations et à bâtir un tissu industriel solide et compétitif. De ce fait, la nouvelle usine ambitionne de révolutionner la production de pneus en Algérie. D'importance stratégique pour l'économie nationale, le complexe de Tafraoui aspire, sur le plan opérationnel, à répondre à une part significative de la demande nationale. D'une capacité de production initiale fixée à 7 millions de pneus par an, dont un million sera spécifiquement destiné aux véhicules lourds (camions), l'usine constitue un segment primordial pour

les secteurs stratégique du transport et des travaux publics. D'autant plus que la société SHLI, compte à terme, avec la mise en service progressive d'autres unités prévues à travers le territoire national, concrétiser une capacité de production globale de 22 millions d'unités par an. Cela permet d'ouvrir ainsi la voie à des perspectives d'exportation vers les marchés régionaux et africains. Avec un impact plus qu'important sur la balance commerciale, le projet devrait générer plus de 2.000 postes de travail directs, sans compter les centaines d'emplois indirects qui découlent du développement d'un écosystème de sous-traitance et de services autour de l'usine. Avec cette nouvelle usine, l'Algérie franchit une nouvelle étape dans sa réindustrialisation. L'apport technologique de « Double Stare » dont la performance mondiale est avérée, permettra d'équiper l'infrastructure en systèmes automatisés à la pointe de la technologie. Ces derniers intégrant robotique, intelligence artificielle et analyse de données, constituent un dispositif permettant d'assurer une production optimisée, à la fois performante, durable et conforme aux standards internationaux. Dans ce sillage, durant la première phase, le site prévoit une capacité de production annuelle de 7 millions de pneus. Elle sera destinée à différents segments : véhicules légers, camions, bus, machines agricoles et équipements militaires. Porteur d'un

impact économique significatif, le projet industriel contribuera selon le PDG de "SHLI" à la réduction sensible des importations de pneus, estimées actuellement à 200 millions de dollars par an, tout en générant des exportations de 300 millions de dollars. D'autre part, pas moins de 130 modèles de pneus, conformes aux normes européennes et américaines, et dotés de certifications de qualité internationale sont prévues dans la production. Pas moins de 54 milliards de dinars ont été injectés dans quatre projets industriels liés au secteur des pneumatiques, selon le directeur de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement(AAPI), ce qui permettra à l'Algérie d'atteindre une production nationale de 20 millions de pneus d'ici 2026, incluant des produits pour différents types de véhicules, y compris l'aviation. Le complexe faut-il le rappeler, s'étend sur une superficie de 9 hectares et abritera quatre unités principales, soit un centre de mélange du caoutchouc, une ligne de fabrication, une zone pour les produits finis et des infrastructures logistiques. Alors que la mise en service de l'usine est prévue pour fin 2026, les responsables du projet ont souligné l'engagement de toutes les équipes quant à respecter les délais impartis, tout en assurant un transfert de savoir-faire au profit de l'industrie locale. **K. M.**

UNE PREMIÈRE EN ALGÉRIE

## Une usine de lait infantile en cours de réalisation

Les travaux de construction de la première usine algérienne de fabrication de lait infantile ont été lancés hier à Oran, marquant une étape majeure pour la sécurité alimentaire du pays. Porté par la société TAZI, ce projet stratégique représente un investissement initial de 5,5 milliards de dinars. L'usine devrait produire annuellement 40 millions de boîtes de lait maternisé, soit environ 40 % des besoins nationaux, dans un contexte où l'Algérie dépend encore entièrement des importations pour ce produit vital. Selon l'AAPI, l'unité industrielle intégrera l'ensemble du processus de production, de la fabrication des emballages jusqu'au conditionnement du lait, en respectant les standards internationaux et en recourant aux technologies les plus avancées. Elle générera à terme 200 emplois directs. Ce projet s'inscrit dans les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait appelé en 2022 à développer une production nationale de lait infantile à travers des partenariats industriels.

RÉSULTATS DU BAC 2025

# Mention Excellent pour 1 754 bacheliers cette année

**Avec un taux de réussite de 51,57 % à l'examen du baccalauréat, session juin 2025, à l'échelle nationale, tel qu'annoncé hier par le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, les résultats enregistrent cette année une baisse significative par rapport à l'année précédente, qui affichait un taux de 58,28 %.**

Par Meriem Kaci

Lors d'une conférence de presse animée au siège du ministère, le ministre de l'Éducation a indiqué que sur un total de 878.873 candidats ayant passé les épreuves du Bac, 367.122 ont décroché le sésame, soit un taux de réussite de 51,57 % parmi les candidats scolarisés.

Comme à l'accoutumée, «tout candidat ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 10/20 à l'examen du baccalauréat au titre de cette session, est considéré admis», a précisé le ministre de l'éducation nationale. Ce dernier a fait savoir qu'au total, 24.732 candidats l'ont obtenue avec une moyenne supérieure à 16/20. Le ministre a également indiqué que «1754 candidats l'ont eu avec mention excellent, dont 54 candidats libres avec une moyenne supérieure ou égale à 18/20». Par ailleurs, 22 978 ont obtenu la mention «Très bien», 42 421 la mention «Bien», tandis que 73 910 ont été classés en mention «Assez bien».

Cette année encore, la wilaya de Tizi ouzou s'est illustrée en décrochant la première place au niveau national avec un taux de réussite de 62,83%. La seconde place est revenue à la wilaya de Relizane avec un taux de réussite de 62,09 %. Par ailleurs, M. Saadaoui a indiqué que certains lycées ont réalisé un taux de réussite de 100 %. Ces écoles avec celles qui obtiennent les meilleures moyennes sont placées comme un modèle à suivre». Saadaoui a noté que le taux de réussite enregistré cette année est en baisse par rapport à la session de 2024. Mais, il reste toutefois «plus important» sur celui de 2023 ou le taux de réussite était arrivé à 50%, dit le premier responsable du secteur. Et si l'on revient aux années 1993, 1994 et 1995, où les taux de réussite oscillent

entre 10% à 13%, l'on constate une «nette évolution» dans les taux de réussite qui ont atteint ces dernières années même 60 %, poursuit le ministre. Ce dernier explique que son département étudie et suit l'évolution de ces chiffres qui permettent d'évaluer le système éducatif. Nonobstant, le ministre estime que l'objectif derrière les examens de fin de cycle n'est pas uniquement de passer une épreuve et la réussir, mais est de «former des compétences armées de connaissances nécessaires pour poursuivre leurs cursus universitaires». Le ministre de l'Éducation nationale, a affirmé que l'examen s'est déroulé dans d'excellentes conditions, en citant en particulier, la «coordination» entre les différentes institutions de l'État, qui se sont mobilisés pour garantir le bon déroulement des épreuves à travers l'ensemble du territoire national.

## LES PERFORMANCES INDIVIDUELLES PAR FILIÈRE DÉVOILÉES

Le ministre a révélé pour la première fois les performances individuelles des candidats et les notes complètes décrochées dans les différentes filières. En filière sciences expérimentales, 22 candidats ont obtenu la note maximale en sciences naturelles, 426 en physique et 1 588 en mathématiques. En filière mathématiques, 224 candidats ont obtenu un 20/20 en mathématiques, 219 en physique, 50 en anglais, 126 en tamazight et 521 en sciences islamiques. Dans la filière gestion, 476 candidats ont obtenu la note complète en gestion financière, 684 en management, 789 en droit, et 5 en mathématiques. En génie mécanique, 134 candidats ont eu 20/20 en technologie et 31 en mathématiques. En génie électrique, 275 candidats ont obtenu la note maximale en technologie, 61 en mathéma-

tiques et 18 en physique. La filière génie civil a, elle, aussi enregistré des performances notables avec 2 102 candidats ayant obtenu 20/20 en technologie. Pour les langues étrangères, 10 candidats ont obtenu la note complète en anglais, 70 en langue étrangère 3, et 58 en tamazight, tandis que 74 candidats ont obtenu la note maximale en sciences islamiques. Le ministre a également révélé que la première place est décrochée cette année par Raounak Zani, avec une moyenne de 19,70/20. Cette jeune bachelière scolarisée au lycée Sahraoui Zoghiani à Souk Ahras, est inscrite en filière génie électrique. La deuxième place est décrochée par Yahyaoui Malak, avec une moyenne de 19,52/20. Elle est issue de la wilaya de Mascara, et inscrite en filière mathématiques. Quant à la 3ème place, elle est revenue à Kamel Narjes, scolarisé au lycée Zineb à Alger-Centre, avec une moyenne de 19,52/20. Elle est issue de la filière génie électrique.

## DES APPELS POUR LA RÉFORME DU BAC

Aussitôt les résultats communiqués, des syndicats ont appelé pour la énième fois à la réforme du bac et du cycle secondaire, notamment la réintroduction de la fiche de synthèse pour les classes de terminale. Pour Tounsi Labchar, porte parole de l'UNPEF, (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), la fiche de synthèse incite les élèves à accorder plus d'attention à l'évaluation continue pendant l'année scolaire et lutte en parallèle contre l'absentéisme des élèves du bac dès le 2ème trimestre pour assister aux cours particuliers. Une position partagée par Hamza Belhouane, Coordinateur national du Syndicat national indépendant des enseignants du secondaire et technique (Snapest). La fiche de synthèse permet aux



candidats d'accéder à l'université grâce à la moyenne obtenue durant l'année scolaire, avec celle de l'épreuve du bac. «Il faut prendre en compte les moyennes des examens trimestriels dans le calcul de la moyenne de passage à l'université ainsi que l'introduction des absences dans les résultats scolaires est une mesure qui va dans le sens de l'intérêt de l'élève», dit Belhouane qui propose également la réduction de la durée de l'examen du bac à 3 jours. «Les candidats sont soumis à un stress quotidien de 5 jours», regrette le coordinateur du Snapest. Raison pour laquelle, il souhaite que les candidats au bac soient examinés uniquement, dans les matières essentielles pendant 3 jours, pour chaque filière. «Pourquoi un élève de classe scientifique passe des épreuves de matière littéraire qui ne le servent pas dans son cursus à la faculté», s'interroge Tounsi. Pour eux, il est important de faire parler les chiffres pour trouver les solutions idoines. «Certes, les élèves ont commis l'erreur de se fier aux prévisions de sujets. Mais c'est à l'école que revient le devoir de statuer sur les problèmes et trouver les solutions». Nos interlocuteurs s'accordent à dire que la réforme du

bac et du secondaire doit être faite dans le cadre d'une vision globale, à laquelle doivent participer des spécialistes, et acteurs du système éducatif dans son ensemble, pour une école de qualité et pour un meilleur système d'enseignement supérieur.

## CADETS DE LA NATION : UN TAUX DE RÉUSSITE EXCEPTIONNEL

Les écoles des Cadets de la Nation ont réalisé un taux de réussite exceptionnel de 98,16 %, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Cette année, 1 129 cadets et cadettes ont obtenu leur baccalauréat.

«Ces performances illustrent le niveau d'exigence élevé et la rigueur académique qui caractérisent ces établissements. Ces résultats d'exception témoignent de l'attention particulière portée par le haut commandement de l'Armée nationale populaire aux écoles des Cadets de la Nation, ainsi que du haut niveau pédagogique de ces institutions, fruit du dévouement et du professionnalisme des enseignants et encadreurs qui œuvrent quotidiennement à l'atteinte des objectifs fixés» ajoute la même source.

M.KA

## FEUX DE FORÊTS

# La Protection civile passe en revue les dispositifs des wilayas

Le Directeur général de la Protection civile, Boualem Bourrelaf, devrait entamer hier une visite de travail dans plusieurs wilayas de l'Est du pays (El Tarf, Khenchela, Bejaïa et Tizi-Ouzou), afin d'inspecter les dispositifs et les moyens mobilisés pour la lutte contre les feux de forêts, a indiqué un communiqué de la Protection civile. Cette visite qui s'étalera sur cinq jours s'inscrit dans le cadre de «l'exécution du programme annuel de la Direction générale de la Protection civile, relatif au suivi et à l'évaluation précise du niveau de préparation opérationnelle des services de la Protection civile», souligne la même source. Elle rentre, également, dans le contexte «des efforts continus visant à renforcer le dispositif de prévention et d'intervention durant la saison estivale, dans l'objectif d'évaluer sur le terrain le niveau de préparation des

moyens humains et matériels mobilisés pour la lutte contre les feux de forêts, notamment les colonnes mobiles et les détachements de renfort aux interventions de feu de forêt (DRIF)», ajoute le communiqué. Ces démarches viennent «dans un contexte marqué par une hausse sensible des températures et des fluctuations climatiques accrues, facteurs favorisant l'émergence de foyers d'incendie», note la Direction de la Protection civile. Au cours de cette visite, le Directeur général de la Protection civile procédera à l'inspection des unités opérationnelles principales, ainsi que des centres opérationnels et des unités de première ligne impliquées dans la gestion des situations d'urgence liées aux incendies de forêts. Il visitera, aussi, les (DRIFF), ainsi que les équipements techniques et humains spécifiquement affectés à cette

mission, y compris les moyens aériens dédiés à l'extinction des feux. Cette visite a, également, pour but de «fournir les orientations nécessaires aux cadres et responsables locaux des directions de la Protection civile, aux chefs des colonnes mobiles et aux responsables des DRIF, tout en renforçant la coordination intersectorielle avec les différents partenaires impliqués dans la lutte contre les feux de forêts, afin d'élever le niveau de préparation préventive et opérationnelle», explique le communiqué. «Cette dynamique de terrain s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale visant à réduire les effets des catastrophes naturelles, à protéger les zones forestières et d'habitation contre les risques d'incendie, ainsi qu'à préserver les vies humaines, les biens et la richesse forestière nationale». A noter que la Direction générale de la

Protection civile a mobilisé, pour la saison 2025, «plus de 19.000 agents d'intervention de différents grades et 704 camions-citernes et engins d'extinction». Il s'agit de «15.000 agents au niveau de 505 unités de Protection civile, 3.770 agents affectés à 65 colonnes mobiles spécialisées, 198 agents déployés à travers 6 détachements régionaux de lutte contre les feux de forêts, 150 agents au sein du groupement aérien de la Protection Civile, 6 hélicoptères de la DGPC, 2 appareils Zlin de reconnaissance, 12 avions bombardier de type AT 802 affrété par la DGPC». A cela s'ajoute «la mobilisation des moyens de l'Armée nationale populaire, dont 2 avions Bombardiers B 200, ainsi que 6 hélicoptères de type MI 26, et d'autres hélicoptères des services de sécurité (CGN et DGSN)», révèle la même source.

CRÉDIT POPULAIRE  
D'ALGÉRIE

**Un bénéfice net de près de 42 milliards DA en 2024**

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a réalisé un résultat net bénéficiaire de 41,9 milliards DA durant l'exercice 2024, selon le bilan de cette banque publique adopté par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue récemment à Alger, rapporte l'APS. Les comptes sociaux de la banque font ressortir un total bilan enregistré durant le même exercice de 3.237 milliards DA. Selon ce même bilan, un montant de 2 milliards DA a été affecté en tant que réserve légale, tandis que les dividendes à distribuer aux actionnaires se sont élevés à 25 milliards DA. Les réserves facultatives, quant à elles, ont totalisé 14,8 milliards DA. L'Assemblée générale a fixé, par ailleurs, à 125 DA le montant du dividende par action, dont la distribution se fera le 22 juillet en cours. L'année 2024 avait également été marquée par l'introduction du CPA à la Bourse d'Alger, devenant ainsi la première banque publique à ouvrir son capital via le marché financier. L'opération avait permis de lever plus de 112 milliards DA grâce à la mise en vente de 60 millions d'actions. Par ailleurs, la finance islamique poursuit son expansion au sein de la banque, avec un volume de dépôts atteignant 57,5 milliards DA depuis son lancement en 2020 jusqu'à la mi-juillet en cours, a indiqué Sofiane Mazari, chef de division de la finance islamique au sein de la banque, dans une déclaration à l'APS. Les financements accordés dans le cadre de la finance islamique se sont établis à 13,3 milliards DA relève M. Mazari, qui a souligné l'engouement "encourageant" pour les produits de Mourabaha, tout en affirmant que des efforts sont en cours pour améliorer davantage ces produits et en proposer de nouveaux prochainement. Le responsable a également révélé que les clients de la banque peuvent convertir leurs financements classiques destinés à l'acquisition de logements promotionnels publics (LPP) en financements islamiques. La banque dispose actuellement de 112 guichets dédiés à la finance islamique, dont trois agences opérant exclusivement selon ce mode de financement. Le nombre de comptes ouverts pour ce mode a atteint 84.752 à la mi-juillet en cours. Les dépôts liés à la finance islamique avaient atteint 53 milliards DA à la fin février dernier, selon un précédent bilan de la banque. Dans le cadre de sa stratégie de digitalisation, la banque a lancé en 2024 la carte bancaire +Cpaye, permettant à son détenteur d'effectuer des achats via les terminaux de paiement électroniques et sur Internet, avec un prélèvement différé jusqu'à la réception du salaire. Le CPA a également activé le service de paiement mobile "CPA WIMPAY", permettant de régler ses achats via un code QR, selon un précédent rapport de la banque.

## CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

# L'expertise du Pr. Meref au service des renouvelables

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a reçu la visite du Pr. Wahid Meref de l'École de Technologie Supérieure- ETS de Montréal- Canada.

Inès B.

« Le Pr. Wahid MAREF dont les axes de recherche sont sur le Développement durable, l'économie circulaire et enjeux environnementaux et les Infrastructures et milieux bâtis. Ces expertises sont axées essentiellement sur la Science et physique du bâtiment, la modélisation et simulation numérique, des transferts de chaleur et d'humidité dans le bâtiment, de la mécanique des fluides et modélisation CFD, de l'analyses des systèmes et performance énergétique et du développement des normes et des codes du bâtiment nationaux et internationaux », indique un communiqué du CDER publié sur sa page facebook. Le Pr. Wahid MAREF a donné une conférence portant ces travaux et expertises dans le domaine de la thermique du bâtiment. Ont assisté les en directeurs des unités de recherche de l'URER MS Adrar, le Pr. Ahmed HADJADJ et de l'URAER Ghardaïa, le Dr. Djelloul DJAFER, de la directrice de la division Thermique,

Thermodynamique Solaire et Géothermie, le Dr. Razika Kharchi, ainsi que les chercheurs. La thermique du bâtiment est un domaine qui étudie les échanges de chaleur dans et autour des bâtiments, dans le but d'optimiser le confort des occupants et l'efficacité énergétique. Elle englobe l'isolation thermique, la ventilation, le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, et la maîtrise des transferts thermiques (conduction, convection, rayonnement). La thermique du bâtiment se concentre sur l'isolation thermique qui veut dire réduire les pertes de chaleur en hiver et les gains de chaleur en été grâce à des matériaux isolants et des techniques de construction appropriées. Sur la ventilation: Assurer un renouvellement de l'air suffisant pour maintenir une bonne qualité de l'air intérieur, tout en minimisant les pertes de chaleur. Et sur le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire où il faut choisir des systèmes performants et adaptés aux besoins, en utilisant si possible des énergies renouvelables. Il se concentre

sur les transferts thermiques qui comprennent les mécanismes de transfert de chaleur (conduction, convection, rayonnement) pour minimiser les déperditions et optimiser les apports de chaleur, sur l'étude thermique c'est à dire réaliser des simulations pour évaluer la performance énergétique d'un bâtiment et identifier les solutions d'amélioration. La réglementation thermique se conforme aux normes et réglementations en vigueur pour garantir la performance énergétique des bâtiments. En d'autres termes, la thermique du bâtiment vise à réduire la consommation d'énergie des bâtiments, améliorer le confort thermique des occupants (température, qualité de l'air), minimiser l'impact environnemental des bâtiments et maîtriser les coûts liés au chauffage et à la climatisation. La thermique du bâtiment est donc un domaine essentiel pour la construction et la rénovation durable, contribuant à la fois à la performance énergétique et au bien-être des occupants. I. B.

## NOUVEAU DROIT DE CHANGE

## 5 banques et une filiale de la Banque d'Algérie mobilisées

La Banque d'Algérie a indiqué, samedi dans un communiqué, que la réservation de la devise, au titre du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger qui sont entrés en vigueur le 20 juillet 2025, s'effectuera au niveau d'une succursale du réseau de la Banque d'Algérie ou dans les agences de cinq (5) banques publiques, soulignant que la réservation de la devise doit se faire au moins trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage. Les banques concernées par cette opération à travers l'ensemble de leurs agences sont: la Banque d'Algérie (BNA), la Banque d'agriculture et du déve-

loppement rural (BADR), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque de développement local (BDL), selon la même source. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'application de l'instruction n 05-2025 fixant les montants et modalités d'octroi du droit de change pour voyage à l'étranger au profit des nationaux résidents où la réservation doit se faire au moins trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage, ajoute la même source. Pour rappel, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb a

signé, jeudi, cette nouvelle instruction en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, laquelle fixe le droit annuel de change pour voyage à l'étranger à 750 euros pour les personnes adultes et à 300 euros pour les mineurs. La Banque d'Algérie a affirmé avoir mis en place des mécanismes pratiques adéquats, et mobilisé les moyens logistiques les mieux adaptés aux besoins des citoyens, en vue d'assurer la fluidité de l'opération de l'octroi du droit de change pour voyage, en coordination avec les parties concernées par cette opération.

## ALLOCATION TOURISTIQUE

## L'augmentation saluée par les experts et directeurs d'agences de voyages

Des économistes, des associations de protection des consommateurs et des représentants d'agences de voyages se sont réjouis, samedi, de la décision d'augmentation du montant de l'allocation touristique, qui entrera en vigueur à partir d'hier, soulignant que cette mesure, qui permettra aux Algériens de voyager plus aisément, reflète l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens. Dans ce cadre, l'économiste Houari Tigharsi a affirmé à l'APS que l'entrée en vigueur du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger (750 euros), en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura "plusieurs effets positifs sur le plan socio-économique". L'entrée en vigueur de ce nouveau droit de change, annoncée par la Banque d'Algérie jeudi dernier, traduit l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens, qui attendaient depuis des années l'augmentation de cette allocation, a-t-il dit, soulignant que cette décision du président de la République revêtait "d'importantes dimensions économiques et sociales". Selon lui, cette nouvelle allocation permettra aux Algériens de voyager à l'étranger plus aisément. Elle est également de nature à "faciliter les déplacements des professeurs, des chercheurs et des étudiants à l'étranger, tout en permettant aux Algériens d'envisager de nouvelles destinations touristiques, inaccessibles jusque-là", a poursuivi l'expert.

Pour sa part, le directeur de l'École supérieure de commerce, l'économiste Ishak Kherchi, a fait observer que cette décision "améliorera le pouvoir d'achat des voyageurs" et incitera les citoyens à traiter davantage avec les banques, ce qui "contribuera à soutenir la stabilité de la monnaie nationale à moyen terme et à améliorer l'image financière de l'Algérie à l'échelle internationale", car il s'agit, a-t-il expliqué, d'une décision qui "illustre une ouverture financière, la maîtrise de la gestion des changes et l'augmentation des réserves de change". De plus, cette mesure a vocation à soutenir l'activité des agences de tourisme et de voyages, ce qui aura un impact positif sur la dynamique économique, le secteur des services et les bureaux de réservation à travers le pays, a ajouté l'expert. De son côté, le coordinateur national de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Fadi Tamim, a estimé que l'augmentation de cette allocation à 750 euros, en concrétisation d'un des engagements du président de la République, contribuera à préserver la dignité des citoyens algériens à l'étranger. Se réjouissant de l'augmentation de cette allocation, au titre de l'instruction 05-2025 de la Banque d'Algérie en date du 17 juillet 2025 relative au droit de change pour voyage à l'étranger, M. Tamim a souligné que les conditions prévues dans cette instruction garantissent le maintien de cette allocation dans le cadre du touris-

me. Le président du Syndicat national des agences de tourisme et de voyages, Nadir Belhadj, a, quant à lui, qualifié de "logiques" les conditions d'accès à cette allocation, notamment celle fixant à sept (7) jours la durée minimale de séjour à l'étranger, arguant qu'il s'agit là d'un impératif pour "barrer la route à ceux qui voudraient s'adonner au trafic de devises sur le marché parallèle". Selon lui, les agences de tourisme devraient ainsi réaliser de meilleurs résultats, leurs appréhensions concernant cette saison estivale étant désormais dissipées. Pour rappel, la Banque d'Algérie avait annoncé, jeudi dernier, l'entrée en vigueur, à compter de dimanche 20 juillet 2025, du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger, fixé à 750 euros pour les personnes âgées de 19 ans et plus, et à 300 euros pour les personnes âgées entre 12 et moins de 19 ans. La délivrance du montant en devise est effectuée au niveau des points de sortie du territoire national, dans des guichets dédiés au niveau des aéroports, des ports et des frontières terrestres. Le montant en dinars doit être réglé au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage, auprès des agences bancaires ou des succursales de la Banque d'Algérie, sachant que tout bénéficiaire d'un droit de change qui annule son voyage ou effectue un séjour effectif inférieur à sept (7) jours doit restituer la totalité du montant perçu dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant son retour au pays.

PNUD ALGÉRIE :

# Formation au profit des PME

Le PNUD Algérie, en partenariat avec l'ANADE, a organisé une formation pilote sur la mesure et la gestion de l'impact social et environnemental, au profit d'une vingtaine de PME, afin de renforcer leurs pratiques durables et leur contribution aux Objectifs de Développement Durable.



## Ines. B

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, en partenariat avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), a organisé une formation pilote à destination d'une vingtaine de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Cette formation portait sur la mesure et la gestion de l'impact social et environnemental. Elle a permis aux entreprises participantes d'explorer des approches structurées pour évaluer, gérer et optimiser leur impact, tout en les sensibilisant à l'importance des pratiques de Mesure et Gestion de l'Impact (IMM). Ces pratiques sont essentielles pour :

Suivre et renforcer leur contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD), Aligner leur performance globale sur des objectifs sociaux et environnementaux, Renforcer leur attractivité auprès des investisseurs en démontrant un impact mesurable. Cette initiative s'inscrit dans le Programme d'accélération de la croissance verte et de l'emploi (#GGJAP), une action régionale du PNUD menée dans le cadre du Programme de partenariat dano-arabe (DAPP). L'Accélérateur de croissance et d'emplois verts, nouvelle initiative du PNUD, vise à soutenir les entrepreneurs et PME du Maroc, de Tunisie, d'Égypte et de Jordanie dans la transition vers une écono-

mie plus verte et durable. Ce programme met l'accent sur la création d'emplois verts, notamment pour les femmes et les jeunes. Sur une période de cinq ans, et en partenariat avec Flat6Labs, le PNUD apportera un appui stratégique aux entreprises : Conseil en développement commercial orienté vers la croissance verte, Accès à des outils pratiques pour développer leurs activités, Renforcement des capacités, Mentorat, Mise en réseau avec des experts locaux, régionaux et internationaux. Le programme vise également à autonomiser les jeunes, en les impliquant comme co-créateurs et en leur offrant des services de conseil en appui aux entreprises bénéficiaires de l'Accélérateur.

**Un parcours de cinq mois pour transformer les PME. Sur cinq mois, les PME participantes bénéficient d'un accompagnement structuré autour de cinq axes thématiques :**  
**Analyse de l'activité, Flux opérationnel, Développement et impact, Préparation à l'investissement, Bilan du parcours de l'Accélérateur.**  
**Chaque mois, les entreprises participent à une Pitch Night, un événement leur permettant de rencontrer les acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Ces rencontres informelles sont également l'occasion pour les équipes de s'exercer à la présentation de leurs projets.**

## IL PROPOSE DES SOLUTIONS INÉDITES POUR LES PROFESSIONNELS

### Le CPA muscle son offre

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, hier, dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle gamme de produits bancaires baptisée "Easy", destinée à accompagner les professionnels de la santé, les commerçants ainsi que les professions libérales. Cette nouvelle offre vise à apporter plus de souplesse et d'accessibilité dans le financement des projets professionnels à travers une refonte des produits existants "Prolib" et "Promed", désormais intégrés dans la nouvelle gamme "Easy". La gamme se décline en quatre produits adaptés aux différents profils d'opérateurs économiques, à savoir : "Easy

Develop" : un crédit à court terme sous forme de découvert mobilisable, destiné aux besoins de fonctionnement ou d'exploitation, aux frais de formation ou de location de locaux, "Easy Pro" : un crédit à moyen et long terme à destination des professions libérales, pour l'achat de matériel, de locaux professionnels ou leur aménagement, "Easy Med" : un financement dédié aux professionnels de la santé, pour la création ou l'extension de cabinets médicaux et "Easy Local" : un crédit destiné exclusivement aux commerçants pour l'acquisition d'un local neuf à usage commercial, non destiné à la location. Avec cette nouvelle gamme,

le CPA réaffirme sa volonté d'adapter son offre aux besoins spécifiques des opérateurs économiques et de soutenir le développement des secteurs ciblés, selon la même source. Le communiqué rappelle que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie commerciale globale de la banque, qui avait déjà lancé cette année la carte à débit différé "Cpaye+" et le service de paiement mobile "CPAWimpy". Le CPA a invité ses clients à se rapprocher de son réseau d'agences ou à consulter ses plateformes numériques officielles ([www.cpa-bank.dz](http://www.cpa-bank.dz)) pour plus d'informations.

## CNMA

### Un résultat excédentaire de 1,2 milliard DA enregistré en 2024

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a réalisé en 2024 un résultat net excédentaire de 1,2 milliard DA, sur un total net du bilan de 41,86 milliards DA, indique le rapport de gestion et les comptes sociaux approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de cette Caisse de mutualité

agricole publique, selon l'APS. Outre l'affectation de ce résultat net, l'Assemblée générale a approuvé les résultats des CRMA (Caisses régionales de mutualité agricole) au 31 décembre 2024. L'Assemblée générale ordinaire de la CNMA s'est tenue fin juin dernier à Oran avec pour ordre du

jour essentiel l'adoption des comptes sociaux de l'exercice 2024. Elle a eu lieu en présence du directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, le président du Conseil d'administration et les présidents des Conseils d'administration des 71 caisses régionales de la mutualité agricole.

## PERSPECTIVES AGRICOLES DE LA FAO

### La production mondiale devrait progresser de 14% d'ici 2034

Les économies émergentes seront la locomotive de la hausse de la consommation et de la production d'aliments d'origine animale. D'après un rapport publié aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation économique et de développement (OCDE), la production de produits d'origine animale et l'apport calorique représenté par ces produits devraient progresser avec les revenus de la population des pays à revenu intermédiaire. Cependant, de nouvelles augmentations de la production alimentaire grâce aux gains de productivité agricole seront nécessaires pour faire reculer la sous-alimentation et les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole à l'échelle mondiale. Les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2025-2034 constituent une référence mondiale de premier plan en matière de perspectives à moyen terme des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles, halieutiques et aquacoles. Il ressort des analyses réalisées pour les besoins de cette 21<sup>e</sup> édition conjointe que l'apport individuel de calories issues de produits animaux, halieutiques et aquacoles augmentera de 6 pour cent à l'échelle mondiale au cours de la prochaine décennie, en grande partie du fait des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où cet apport devrait faire un bond de l'ordre de 24 pour cent, soit près de quatre fois la moyenne mondiale. Même si cette progression de la consommation d'aliments riches en nutriments dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure portera la moyenne par habitant à 364 kilocalories par jour, des disparités importantes entre pays et à l'intérieur d'un même pays persisteront. Dans les pays à faible revenu, l'apport journalier d'aliments d'origine animale devrait s'élever à 143 kilocalories par habitant en moyenne, bien en deçà de la valeur de référence de 300 kilocalories utilisée par la FAO pour évaluer le coût et le caractère abordable d'une alimentation saine. La production mondiale de produits agricoles, halieutiques et aquacoles devrait progresser de 14 pour cent environ d'ici 2034, principalement grâce aux gains de productivité réalisés dans les pays à revenu intermédiaire. Cette progression suppose toutefois une extension des cheptels et des surfaces cultivées. La production de viande, de produits laitiers et d'œufs augmentera de 17 pour cent, tandis que les effectifs mondiaux de bovins, d'ovins, de porcins et de volaille progresseront de 7 pour cent. Il s'ensuivra une hausse de 6 pour cent des émissions de gaz à effet de serre directement liées à l'agriculture sur la décennie à venir, signe d'une diminution de l'intensité de carbone des émissions mondiales directes associées à la production des exploitations agricoles. Les gains de productivité escomptés devraient exercer une pression à la baisse sur les prix des produits agricoles en termes réels. Les petits exploitants pourraient alors se trouver dans une situation délicate, car ils sont vulnérables face à la volatilité du marché et manquent de marge de manœuvre pour adopter des technologies innovantes qui leur permettraient de devenir plus productifs. En plus de soutenir les efforts déployés pour améliorer la productivité, les pouvoirs publics doivent aussi s'assurer que les exploitants accèdent plus facilement aux marchés et aux programmes d'accompagnement sur mesure proposés à l'échelon local.

CHLEF

## Culture oléagineuse : après le colza, le tournesol

**Alors que qu'une récolte de près de 1700 quintaux de colza, a été concrétisée, la culture du tournesol n'est pas en reste. Ainsi une superficie estimée à près 700 hectares, lui a été consacrée. Cette dernière est répartie entre trois unités de productions : Si El Baroudi dans la commune de Boukadir (130 hectares), Si Yahi à Labiod Medjadja (50 hectares), l'unité agricole de Sabha (450 hectares), et les agriculteurs privés pour une superficie de 130 hectares.**

Une récolte de près de 1700 quintaux de colza a été enregistrée à Chlef au titre de la saison agricole 2024-2025, a-t-on appris auprès de La Direction des services agricoles. La campagne de récolte en cours qui a couvert 513 hectares jusqu'au 16 juillet, a permis de recueillir 1692 quintaux de colza, transférés aux coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de la wilaya, a déclaré à l'APS le chef du service de la production et de l'appui technique, Mohamed Amine Mellah. Il a ajouté que la superficie totale consacrée à la culture du colza dans la wilaya de Chlef est estimée à 748 hectares, répartis entre les unités de production agricole des communes de Boukadir, Labiod Medjadja et Abou El Hassan, et que le rendement à l'hectare est estimé entre 3 et 5 quintaux. En collaboration avec les unités de production agricole et les agriculteurs, la direction des services agricoles cherche à développer cette filière. Des journées de formation et de sensibilisation sont ainsi organisées sur les processus techniques de ces cultures et leur importance stratégique pour l'industrie alimentaire. Outre le programme de culture du colza, cette même direction a alloué une superficie importante pour la cul-



ture du tournesol, estimée à 700 hectares, répartis entre 70 hectares pour des agriculteurs privés et 630 hectares pour des unités de production agricole, dont l'unité Si El Baroudi dans la commune de Boukadir (130 hectares), l'unité Si Yahi à Labiod Medjadja (50 hectares) et l'unité de production agricole de la commune de Sabha (450 hectares), a ajouté M. Mellah. Dans ce contexte, des visites sur le terrain ont été programmées pour le comité de représen-

tants de la direction des services agricoles (service production, appui technique et phytosanitaire), de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), de la Station régionale de protection des végétaux (SRPV) et de la Chambre d'agriculture. Ces groupes communiquent directement avec les agriculteurs, observent les stades de croissance des plants de tournesol et fournissent une série de conseils techniques, notamment sur le traitement préventif de certaines maladies affectant cette

plante, a ajouté M. Mellah. Il est à noter que les mêmes autorités ont entamé l'année dernière la culture du tournesol sur une superficie estimée à 4,5 hectares dans les communes de Harchoun et Labiod Medjadja, afin de mener une première expérience visant à évaluer l'adaptation et la réussite de cette culture stratégique. Elles aspirent à enregistrer des résultats ambitieux en termes de rendement et de production globale de la filière au cours de la saison actuelle.

NAÂMA

## Près de 325 quintaux de tournesol attendus à Sfisifa

Une production estimée à environ 325 quintaux de graines de tournesol est prévue cette saison dans la daïra de Sfisifa, wilaya de Naâma, a indiqué samedi, le chef de la circonscription agricole de la daïra, Benouis El-Medjdoub. La récolte de ce produit, matière première pour l'extraction des huiles végétales, sera lancée début août, sur une superficie cultivée de 13 hectares, avec un rendement moyen attendu d'environ 25 quintaux par hectare, indique le même responsable lors d'une journée d'information et d'orienta-

tion à l'intention des agriculteurs sur le développement des cultures du maïs en rain et du tournesol, tenue dans une exploitation agricole au village de Belgrad (commune de Sfisifa). A cette occasion, il a rappelé les incitations prévues par l'Etat en faveur des agriculteurs et producteurs engagés dans cette culture stratégique, notamment une prime de production de 3.000 dinars par quintal, une autre de transformation de 500 dinars/quintal pour les transformateurs, ainsi qu'une subvention de 50% sur les engrais. La

superficie visée cette année pour la culture du tournesol dans la wilaya de Naâma est d'environ 100 hectares, compte tenu des résultats positifs enregistrés lors de la précédente saison agricole, a-t-on ajouté. Il est à noter que cette journée a été organisée par la Chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec le bureau de vulgarisation agricole et le service de communication de la Direction des services agricoles, dans le but d'encourager les agriculteurs à s'orienter vers cette culture stratégique.

OUM EL BOUAGHI

## Aquaculture: Première commercialisation de 460 kgs de tilapia rouge

La commercialisation du tilapia rouge produit localement a été lancée, samedi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, depuis une exploitation privée spécialisée dans l'aquaculture dans la commune d'Ain Beida. La commercialisation de 460 kg de ce poisson a été entamée en marge d'une journée d'information organisée par la direction de la

pêche et de l'aquaculture de Guelma, en coordination avec la chambre de la pêche et de l'aquaculture de cette wilaya et la direction des services agricoles de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Le directeur de la pêche et de l'aquaculture de Guelma, Faouzi Habita, a précisé que le "démarrage de la commercialisation du tilapia rouge à partir d'une exploita-

tion aquacole privée, créée dans le cadre des projets aquacoles intégrés à l'agriculture, permettra au producteur de bénéficier d'une prime de 50 dinars par kg produit, en guise d'encouragement". Le même responsable a ajouté que la commercialisation du tilapia rouge, entamée à Ain Beida, se poursuivra dans les deux autres exploitations

aquacoles de la wilaya d'Oum El Bouaghi. La journée d'information dédiée à la vente du tilapia a été organisée dans le but de commercialiser des produits aquacoles frais à des prix raisonnables, tout en accompagnant les producteurs dans le processus de commercialisation de leur produit, a encore indiqué la même source.

ILLIZI

## CÉRÉALES : UN RENDEMENT PROMETTEUR

Un rendement prometteur de 55 Quintaux /Ha de céréales, a été réalisé dans la wilaya d'Illizi, au titre de la saison agricole 2024/2025, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Lancée en mai dernier par les autorités de la wilaya, la campagne moisson-battage a donné lieu à la réalisation d'un rendement moyen de 53 Qx/ha pour le blé dur, avec un pic de 80 Qx/ha sous un des pivots d'irrigation, et un rendement de 55 Qx/ha pour le blé tendre, a détaillé le DSA, Ahmed Brahimi. Le même responsable a fait part aussi de la mobilisation, pour cette campagne qui s'est déroulée dans de "bonnes" conditions, des moyens humains et matériels nécessaires, dont 13 moissonneuses-batteuses ainsi que des camions de transport de la récolte, relevant de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS). La campagne de moisson a ciblé deux exploitations agricoles totalisant une superficie 885 hectares irrigués par une trentaine de pivots, au niveau de la région de Rhourd-Ennous, commune de Bordj Omar-Idriss, dont une superficie de 576 ha consacrée au blé dur, 140 ha au blé tendre, 35 ha à l'orge et 35 ha au triticale, selon la DSA.

SOUK AHRAS

## ÉNERGIE ÉLECTRIQUE : PRÈS DE 300 EXPLOITATIONS AGRICOLES RACCORDÉES DEPUIS 2021

Pas moins de 281 exploitations agricoles de la wilaya de Souk Ahras ont été raccordées au réseau électrique depuis le lancement de ce programme en mars 2021 à ce jour dans le cadre des efforts de consolidation du développement agricole et d'encouragement de l'investissement dans ce secteur, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la chargée de communication de cette direction, Sihem Benaïcha, le raccordement de ces exploitations au réseau de basse et moyenne tensions a nécessité l'installation d'un réseau de plus de 100 km et une enveloppe financière de 410 millions DA reflétant l'engagement de l'Etat à soutenir les agriculteurs et étendre la couverture énergétique aux régions rurales. Selon la même source, les agriculteurs touchés par l'opération ont bénéficié de facilités dont l'annulation de la condition de paiement anticipé des frais de raccordement pour alléger leurs charges et leur permettre de développer leurs projets et capacités de production. Ces projets ont consolidé l'infrastructure de base énergétique de la wilaya et ont traduit l'attention accordée par l'Etat à l'accompagnement des agriculteurs pour parvenir à un développement global et durable du secteur qui constitue un des piliers de l'économie nationale, a-t-on souligné.

UN IMPACT NOCIF SUR L'ENVIRONNEMENT

# Ces déchets qui polluent les plages

Véritable fléau des plages, les mégots de cigarettes sont une des principales sources de pollution du milieu marin. Le mégot cause des dégâts énormes à l'environnement : un filtre abandonné pollue 500 litres d'eau....

Les mégots de cigarettes peuvent représenter jusqu'à 40 % des déchets ramassés sur une plage. Souvent jetés directement sur le sable, ils mettent beaucoup de temps à se décomposer. Avec des répercussions sur l'environnement néfastes. Il s'agit d'un véritable fléau : 1 seul mégot renferme jusqu'à 4000 substances chimiques écotoxiques (nicotine, cadmium, arsenic... Une vaste enquête publiée sur l'impact des mégots dans le monde, montrent que les mégots sont les premiers déchets retrouvés sur les plages devant les sacs plastiques ou les bouteilles. Selon une enquête publiée sur le site NBC News, 60 millions de mégots ont été ramassés sur les plages du monde en 32 ans, c'est que c'est le 1er déchet retrouvé sur les plages. Ça représente un tiers des autres déchets ramassés: les sacs plastiques, les bouteilles, les pailles, les gobelets. Le problème, c'est que ces mégots se retrouvent dans la nature et mettent plus de 12 ans à disparaître notamment à cause de l'acétate de cellulose présente dans les filtres, or les deux tiers des filtres fabriqués chaque année finissent dans la nature. Les filtres à cigarettes sont composés d'un plastique appelé acétate de cellulose. Lorsqu'ils sont jetés dans l'environnement, ils déversent non seulement ce plastique, mais aussi de la nicotine, des métaux lourds et de



nombreux autres produits chimiques qui sont ensuite absorbés dans l'environnement. Selon cette étude, « les mégots de cigarettes inhibent la croissance des plantes. Ils pénètrent également régulièrement dans les cours d'eau et jusqu'aux océans où ils dispersent leur toxicité. De nombreuses associations remarquent d'ailleurs

que les mégots de cigarettes sont depuis longtemps en tête de liste des déchets retrouvés lors des nettoyages de plage. En plus de polluer les cours d'eau, les océans et les plages, les mégots peuvent également être un danger pour les oiseaux et autres poissons qui se retrouvent à ingérer ces déchets qui traînent et ressemblent à de la

nourriture sans se rendre compte qu'ils sont dangereux pour eux. » Par ailleurs, les chercheurs de l'Institut méditerranéen d'océanologie et de l'Institut national des sciences et technologies de la mer ont évalué l'impact des mégots sur la diversité des micro-organismes sous-marins et la libération de métaux dans l'environnement

marin en Tunisie. Leurs recherches ont montré que les mégots de cigarettes augmentent les concentrations en fer, manganèse et zinc dans le milieu marin et qu'ils contribuent à l'acidification de l'eau de mer et modifient la composition des bactéries présentes dans les sédiments de surface.

A.B.

## MASCARA

### Camps d'été au profit de 350 enfants

Trois-cents-cinquante (350) enfants issus de zones rurales de la wilaya de Mascara bénéficieront, à partir de samedi, de séjours dans des camps d'été sur les plages de la wilaya de Aïn Temouchent, a-t-on appris auprès de la direction de la Jeunesse et des sports (DJS), initiatrice de l'opération. Le premier groupe, composé de 50 enfants, a pris le départ, aujourd'hui vers le littoral de la wilaya de Aïn Temouchent pour profiter des plaisirs de la Grande bleue, indique-t-on. Ils seront hébergés au centre de vacances et de loisirs de la commune d'El Amria, a précisé la même source, soulignant que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme national des camps d'été mis en place par le ministère de la Jeunesse. Six sessions d'une semaine chacune seront organisées du 19 juillet jusqu'à la mi-septembre au profit d'enfants âgés de 6 à 14 ans. La DJS de Mascara, en coordination avec la Ligue de wilaya des activités de plein air, de loisirs et d'échanges pour jeunes, a prévu plusieurs activités culturelles, sportives, récréatives, touristiques ainsi que des soirées artistiques à l'intention des enfants. Plus de 20 animateurs de centres de vacances et de loisirs, ainsi que des éducateurs pour jeunes, assureront l'encadrement et l'accompagnement des enfants durant ces séjours, selon la même source. Il est à noter que la liste des bénéficiaires a été établie en coordination avec les établissements de jeunes, les cellules de proximité de solidarité et les services des 47 communes de la wilaya.

## GLYCÉMIE

### De la sauge et de la menthe poivrée pour améliorer la santé du foie

Une nouvelle étude scientifique menée par des chercheurs européens met en lumière les bienfaits insoupçonnés de deux plantes courantes : la sauge et la menthe poivrée. Leurs jus, préparés selon une méthode traditionnelle, pourraient contribuer à faire baisser la glycémie et à améliorer la santé du foie. C'est ce que rapporte la revue *Aufeminin*. Selon l'article, « souvent utilisées pour relever les plats ou parfumer les infusions, la sauge et la menthe poivrée pourraient bien avoir un rôle bien plus important à jouer dans notre santé métabolique. Une étude publiée en mars 2025 dans la revue scientifique *Foods* révèle leurs bienfaits. Administrées sous forme de jus, les deux plantes ont eu des effets positifs sur la régulation du glucose et la santé hépatique chez des souris de laboratoire. Ces résultats suggèrent que même une consommation modérée de ces jus pourrait apporter des bénéfices tangibles, notamment en période de chaleur où l'hydratation est essentielle ». Pour cette étude, les chercheurs ont respecté une méthode de préparation traditionnelle. 100 grammes de feuilles ou de fleurs séchées de chaque plante ont été infusés dans un litre d'eau. Les scientifiques ont ajouté du jus de citron et une faible quantité de sucre. Ils ont ensuite passé le tout au filtre. Les jus obtenus ont ensuite été administrés à des souris pendant dix jours. Les doses étaient ajustées à leur poids corporel. Les résultats sont parlants, les souris

ayant consommé ces boissons ont vu leur glycémie chuter de manière significative. Notons qu'elles ne présentaient pas de déséquilibres glycémiques au départ.

#### Des alliés pour gérer sa glycémie

L'effet le plus marquant de cette étude concerne la réduction du taux de sucre dans le sang. Les deux jus, malgré leur légère teneur en sucre, ont montré un potentiel "antihyperglycémiant" notable. Fait intéressant, ce sont les doses les plus faibles qui ont produit les effets les plus convaincants. Ce résultat est probablement dû à un meilleur équilibre entre les antioxydants naturels des plantes. De plus, la quantité minimale de sucre ajoutée a joué un rôle clé. Cela ouvre des perspectives intéressantes, notamment pour les personnes souhaitant gérer leur glycémie de façon naturelle et progressive. Cela permettrait de ne pas recourir à des solutions pharmacologiques lourdes. Outre leurs effets sur le métabolisme du glucose, les jus de sauge et de menthe poivrée ont également montré des bienfaits sur la santé du foie. Les chercheurs ont mesuré les niveaux d'enzymes hépatiques ALT et AST, deux marqueurs clés de l'état du foie. Chez les souris qui ont reçu les jus, ces niveaux étaient globalement plus bas que chez celles qui ont consommé une solution saline. Ce résultat suggère une protection possible contre les dommages hépatiques, proba-

blement liée aux propriétés antioxydantes et anti-inflammatoires de ces plantes. Là encore, les plus petites doses ont démontré l'effet le plus remarquable. Cela appuie l'idée que la modération est une clé d'efficacité. Même si cette étude a été menée sur des animaux, elle ouvre des pistes sérieuses pour une future application chez l'humain. Les chercheurs insistent cependant sur la nécessité de mener des essais cliniques pour confirmer ces résultats. En attendant, rien n'empêche d'introduire ponctuellement du jus de sauge ou de menthe poivrée dans son alimentation. Toutefois, veillez à sa qualité. Évitez les sucres ajoutés, les arômes artificiels et préférez des préparations maison ou biologiques. Une simple infusion froide ou un jus dilué peut déjà représenter un premier pas vers une meilleure hydratation et un soutien doux au métabolisme. À l'heure où les boissons sucrées industrielles sont pointées du doigt pour leurs effets délétères sur la santé, cette étude rappelle qu'il est possible d'allier plaisir et bien-être. Boire un jus légèrement aromatisé à la sauge ou à la menthe poivrée présente deux avantages. En été, cela permet non seulement de se désaltérer, mais aussi de soutenir des fonctions vitales comme la régulation de la glycémie ou la désintoxication hépatique. De simples feuilles de menthe fraîche dans une carafe d'eau ou une infusion glacée à la sauge pourraient donc devenir de précieux alliés du quotidien.

JAPON

# Début du vote pour les élections sénatoriales

Actuellement, le Parti libéral-démocrate au pouvoir et son partenaire junior le Komeito disposent de 75 sièges qui ne sont pas soumis à la réélection. Par conséquent, la coalition, qui fait face à des sondages médiatiques défavorables, doit obtenir 50 sièges lors de ces élections pour conserver une majorité à la chambre de 248 sièges.

Le vote pour l'élection de la chambre haute du Japon a commencé dimanche matin, avec un total de 522 personnes se présentant dans la bataille intensive entre les camps du pouvoir et de l'opposition.

La Chambre des conseillers est composée de 248 membres dont le mandat est de six ans. Des élections sont tenues tous les trois ans, avec la moitié des sièges en jeu à chaque fois. Les électeurs sont appelés à se prononcer

sur un total de 125 sièges lors du scrutin de dimanche, dont un pour lequel une compétition est nécessaire pour combler une vacance. Actuellement, le Parti libéral-démocrate au pouvoir et son partenaire junior le Komeito disposent de 75 sièges qui ne sont pas soumis à la réélection. Par conséquent, la coalition, qui fait face à des sondages médiatiques défavorables, doit obtenir 50 sièges lors de ces élections pour conserver une majorité à la chambre de

248 sièges. La barre est considérée comme relativement basse pour le bloc au pouvoir, qui contrôlait la chambre haute avant les élections, alors que le Premier ministre Shigeru Ishiba, frappé par un faible soutien de l'opinion publique dans un contexte de défis colossaux, tels que la hausse des prix et les lourds droits de douane des Etats-Unis, a décrit l'entreprise comme n'étant pas facile. Lors des élections générales d'octobre 2024, la coalition

au pouvoir a perdu la majorité à la Chambre des représentants, soit la chambre basse, plus puissante, ce qui a contraint Ishiba à former le premier gouvernement minoritaire du Japon depuis plus de trente ans.

Si la coalition au pouvoir ne parvient pas à conserver la majorité à la chambre haute cette fois-ci, il sera extrêmement difficile pour Ishiba de continuer à gérer son administration, ont rapporté les médias locaux.

GUINÉE

## Plus de 6,7 millions d'électeurs recensés dans le nouveau fichier électoral

Le nouveau fichier électoral guinéen contient plus de 6,7 millions d'électeurs résidant dans le pays et à l'étranger, a annoncé la directrice nationale des affaires politiques et électorales, Djénab Touré.

«Nous comptabilisons 6.748.923 électeurs sur l'ensemble du territoire, y compris les Guinéens de l'étranger, avec une répartition de 48,2% d'hommes et 51,8% de femmes», a précisé Touré, lors d'une réunion de concertation. Ces chiffres proviennent essentiellement des résultats du Programme national de recensement à vocation d'état civil, qui s'est déroulé entre avril et juin 2025, a-t-elle souligné, indiquant que grâce aux efforts conjugués du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers, la Guinée sera dotée d'un fichier électoral biométrique, destiné à l'organisation d'élections libres et crédibles. La Guinée a établi en juin 2025 la Direction générale des élections (DGE), chargée d'organiser le référendum constitutionnel prévu en septembre et les élections législatives et présidentielles programmées pour décembre.

CAMEROUN

## Le président Paul Biya dépose officiellement sa candidature

La candidature du président camerounais Paul Biya à l'élection présidentielle prévue le 12 octobre a été officiellement déposée ce jeudi au siège d'Electons Cameroon (ElecCam) à Yaoundé, a annoncé l'organe en charge de l'organisation des scrutins. Le dossier a été remis par Jean Nkuété, secrétaire général du Comité central du Rassemblement Démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir, accompagné de Samuel Mvondo Ayolo, ministre directeur du Cabinet civil de la présidence. Agé de 92 ans, Paul Biya a annoncé sa candidature dimanche soir. A la tête du Cameroun depuis 1982, il a été réélu successivement en 1984, 1988, 1992, 1997, 2004, 2011 and 2018. A ce jour, dix candidatures ont déjà été enregistrées par ElecCam. Selon la loi électorale, le dépôt des candidatures reste ouvert jusqu'au 21 juillet.

MALAISIE

## Une panne dans les machines de contrôle provoque des retards à l'aéroport

Un bug dans les machines de contrôle automatisé des frontières en Malaisie a causé des retards à l'aéroport de la capitale du pays et aux frontières terrestres, ont indiqué samedi les autorités locales. Deux terminaux de l'aéroport international de Kuala Lumpur ainsi que la frontière sud avec Singapour sont notamment concernés. Les autorités n'ont toujours pas communiqué sur un éventuel retour

à la normale. Selon le directeur général du département malaisien de l'immigration, Zakaria Shaaban, cette panne touche "des dizaines de milliers de voyageurs qui doivent attendre aux guichets manuels pour passer la douane". L'Agence malaisienne de contrôle et de protection des frontières (AKPS) a indiqué que les Investigations préliminaires ont déterminé que cette "perturbation tech-

nique" était due à un problème d'intégration de données. "Cela a causé des retards dans le processus de vérification croisée au sein du système MyIMMS (immigration)", a-t-elle précisé dans un communiqué. "Tous les guichets manuels ont été activés et du personnel supplémentaire a été déployé pour gérer le flot de visiteurs et contrôler les files d'attente au mieux", a ajouté l'AKPS.

ÉTATS-UNIS

## Une voiture fonce dans la foule à Los Angeles faisant au moins 30 blessés

Une voiture a foncé samedi sur un groupe de personnes rassemblées devant une boîte de nuit à Los Angeles, faisant au moins 30 blessés, et le conducteur, blessé par balle dans la confusion qui a suivi, a été inculpé pour violences volontaires, selon la police. Le conducteur a été identifié par la police de Los Angeles (LAPD) comme s'appelant Fernando Ramirez, 29 ans, et se trouve dans un état stable à l'hôpital, où il a subi une intervention chirurgicale. Il est pour le moment inculpé de violences volontaires avec une arme potentiellement mortelle, a déclaré la porte-parole du LAPD Rosario Cervantes. Selon des médias américains, il s'était vu refuser l'entrée dans la boîte de nuit, située à East Hollywood, juste avant les faits. L'examen d'images vidéo a établi

qu'il s'agit «d'un acte intentionnel», a déclaré le capitaine du LAPD Ben Fernandes, cité par le Los Angeles Times. L'agression présumée a eu lieu samedi vers 2h00 du matin (9h00 GMT). Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux ont montré des personnes paniquées courant en tous sens, des victimes étalées sur un trottoir taché de sang et d'autres pleurant dans les environs. Selon d'autres images, le conducteur a été extrait du véhicule et passé à tabac par la foule.

«Quand les agents sont arrivés, ils ont trouvé le conducteur en train de se faire agresser par des passants et ont constaté qu'il avait subi une blessure par balle», a indiqué la police dans un communiqué. Une porte-parole du LAPD a par la suite

précisé que l'auteur du tir était toujours recherché.

«Nous avons 30 victimes, 18 femmes et 12 hommes dans la vingtaine et le début de la trentaine», a déclaré la commandante du LAPD Lillian Carranza. Selon les autorités, sept des blessés sont dans un état critique et six dans un état grave. Un groupe de personnes faisait la queue pour entrer dans la boîte de nuit, à proximité d'un camion vendant des tacos et du service voiturier, quand la voiture leur a foncé dessus, a expliqué le chef des pompiers de Los Angeles, Adam VanGerpen, à la chaîne de télévision ABC News. «Le guichet pour le service voiturier et le camion de tacos ont été renversés, et un grand nombre de personnes ont été touchées par le véhicule», a-t-il détaillé.

## Une explosion tue trois agents du shérif de Los Angeles dans un centre d'entraînement

Trois agents des services du shérif de Los Angeles sont morts vendredi dans un centre d'entraînement à l'est de la ville, à cause d'une explosion qui semble accidentelle, selon une élue locale. "Malheureusement, trois membres de notre unité chargée des incendies criminels et des explosifs ont été tués", a confirmé le shérif Robert Luna, lors d'une conférence de presse à la mi-journée. "Nous ne connaissons pas la cause de l'explosion", a-t-il ajouté, en précisant qu'elle avait eu lieu "peu après 7h30". Le shérif a parlé d'un "événement isolé". Il s'est refusé à tout autre commentaire, en expliquant qu'une équipe de déminage de la police de Los Angeles avait passé la matinée à désamorcer des engins explosifs présents sur place. "Nous venons tout juste de sécuriser les lieux", a-t-il expliqué, en avertis-

sant que l'enquête allait prendre du temps. Selon le Los Angeles Times, citant des sources policières, les agents étaient en train de déplacer un engin explosif exfiltré après un appel à la bombe,

lorsque la détonation s'est produite. La conseillère municipale Kathryn Barger, élue à la tête de la circonscription où l'explosion a eu lieu, a tenu à rassurer en écartant l'hypothèse d'un attentat.

CUBA

## Abrogation de la limite d'âge pour être élu président

Cuba a abrogé la limite d'âge, fixée à 60 ans, pour se porter candidat à l'élection présidentielle, dans une réforme constitutionnelle adoptée vendredi par le Parlement. Cette limite avait été fixée à 60 ans, pour une première candidature, par la Constitution de 2019. La durée du mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable une fois, et l'âge minimum de 35 ans pour se présenter, restent inchan-

gés. "Le projet présenté par le Conseil d'Etat" vise à "ne pas limiter la possibilité pour des personnes en plein exercice de leurs facultés physiques et mentales, âgées de plus de 60 ans, avec une expérience enrichie par leur travail, une fidélité et un parcours révolutionnaire, ainsi qu'un fort engagement envers la Révolution, d'être élus pour assumer une telle responsabilité", a déclaré le président de

l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Esteban Lazo. La réforme constitutionnelle a été adoptée à l'unanimité par les 440 membres présents du Parlement monocaméral, qui compte 470 sièges au total. La nouvelle disposition entrera en vigueur pour l'élection présidentielle de 2028. A Cuba, le président est choisi par les députés, eux-mêmes désignés lors d'une élection populaire.

CHAN 2025

# Bougherra retient 28 joueurs pour la compétition

## Marouane A.

Le sélectionneur de l'équipe nationale A' de football, composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra, a retenu 28 joueurs, pour le dernier stage, prévu à partir de dimanche, en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (décalé à 2025), dont la phase finale aura lieu du 2 au 30 août au Kenya, Tanzanie, et en Ouganda, selon une annonce faite par la Fédération algérienne (FAF), samedi soir sur son site officiel.

Les joueurs convoqués devaient entrer en stage hier, dimanche, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. «Il convient que cette liste puisse faire l'objet de modifications avant l'envoi officiel à la CAF de celle retenue pour la phase

finale du tournoi, prévue le 22 juillet 2025», précise la FAF, ce qui suppose que le driver des Verts pourrait faire quelques réglages sur le groupe.

Le MC Alger et le CR Belouizdad, avec 6 joueurs chacun, et l'USM Alger (5 joueurs), sont les clubs les plus représentés dans cette liste.

Les coéquipiers d'Akram Bouras (MCA) défieront en amical la RD Congo à deux reprises, avant de s'envoler pour la capitale ougandaise Kampala. Placée dans le groupe C du CHAN, l'Algérie débutera face à l'Ouganda, le lundi 4 août prochain à Mandela National stadium à Kampala (18h00, heure algérienne), avant d'affronter l'Afrique du Sud, le vendredi 8 août, toujours à Kampala (15h00), la Guinée, le vendredi 15 août (15h00), puis le Niger,

le lundi 18 août à Nyayo stadium à Nairobi (18h00), en clôture de la phase de groupes. L'équipe nationale A', a décroché son billet pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2024, reporté à 2025) en éliminant la Gambie en barrages (0-0 à Bakau, 3-0 à Annaba), rappelle-t-on.

## BOUGHERA DEVANT UN VÉRITABLE DILEMME

Le sélectionneur national, Bougherra, sera devant un véritable dilemme en prévision de ce CHAN, surtout avec le fait que les joueurs n'ont pas repris la compétition et sont en vacances depuis un mois et demi.

En plus de cela, il devra faire sans des joueurs de valeur qui

ont changé de continent et qui ne pourront donc pas être présents lors de cette compétition. Cela est le cas, par exemple, de l'attaquant du Paradou AC, Adil Boulibina qui a signé avec la formation qatarie du Duhail SC. Ce joueur était très important dans l'effectif de la sélection locale, surtout qu'il a toujours été le sauveur en inscrivant les buts de la qualification face à la Gambie et son absence sera difficile à combler.

Le joueur de la JSK, Berkane, risque aussi d'être absent étant donné qu'il est en contacts avec certaines formations étrangères, dont des équipes belges et françaises.

Il y a aussi le joueur d'Yverdon Sport, Aymen Mahyous, dont le prêt pour le CRB vient d'expirer, ce qui fait qu'il ne pourra pas être du rendez-vous pour le

CHAN. Tout cela met «Bougui» dans une situation très difficile.

## ET VOICI LA LISTE DES 28 JOUEURS :

**Gardiens :** Medjadel (ASO), Bouhalfaya (CSC), Bousseder (ESS)  
**Défenseurs :** Redouani (USMA), Halaïmia (MCA), Nechat (JSK), Ghezala (MCA), Alilet (USMA), Abada (ASO), Bekkour (CRB), Khacef (CRB), Chetti (USMA)  
**Milieux :** Bouras (MCA), Benkhemassa (MCA), Benguit (CRB), Boudjemaâ (JSK), Boukerchaoui (CRB), Draoui (MCA), Merbah (CSC)  
**Attaquants :** Akhrib (JSK), Merghem (USMA), Belhocini (CSC), Mechid (USMA), Mahious (CRB), Berkane (JSK), Bayazid (MCA), Meziane (CRB), Kohili (PAC).

FRANCE

## Mandrea s'énerve face à un supporter irrespectueux

Lors d'un match amical disputé cet après-midi entre le Stade Malherbe de Caen et le SCO d'Angers, Anthony Mandrea s'est énervé face à un supporter qui s'en pris à sa famille. «Que celui qui a parlé de ma sœur descende maintenant (!)». Tels

auront été les mots d'Anthony Mandrea (28 ans) face à un pseudo-supporter présent en tribunes pour l'amical qui opposait Angers et Caen.

Le SCO est d'ailleurs l'ancien club de Mandrea, pour l'heure toujours dans les cages

d'une équipe caennaise reléguée en troisième division. S'il est un être humain, donc sensible aux injures sur sa personne et sur ceux qui lui importent, Anthony Mandrea n'a pas pour autant prononcé d'invective. Le dernier rempart de l'Équi-

pe Nationale s'est même excusé auprès du reste du public pour la virulence de son comportement, et il a reçu des applaudissements en retour. Côté sportif, bien que quelque peu secondaire (!), Angers l'emporte (1-0) face à Caen.

JS KABYLIE

## Les canaris se préparent en Turquie

La JS Kabylie effectuera son stage d'intersaison à Istanbul en Turquie du 30 juillet au 16 août prochain, en prévision de la nouvelle saison 2025-26, a annoncé samedi le club de Ligue 1 Mobilis de football sur ses réseaux sociaux. Auparavant, l'équipe dirigée par l'entraîneur allemand Josef Zinnbauer, reprend le chemin des entraînements le 21 juillet avec le regroupement

des joueurs et la traditionnelle visite médicale. Le début de la préparation est prévu le 24 juillet au niveau du stade annexe du complexe Hocine Ait Ahmed (Tizi-Ouzou), précise la même source. Pour rappel, le vice-champion d'Algérie avait déjà effectué la saison dernière son stage de préparation en Turquie ponctué par plusieurs rencontres amicales. Côté recrutement, la

direction de la JSK n'a annoncé aucune nouvelle recrue pour le moment, mais plusieurs noms circulent dans l'entourage des Canaris. En revanche, côté départ, le milieu offensif de la JS Kabylie Adem Redjem, avait annoncé en juin dernier son départ, deux ans et demi après son arrivée au club. Plusieurs autres joueurs sont sur le départ, à l'image du défenseur Ahmed

Maâmeri, de l'attaquant congolais Bwalya, ou encore le milieu offensif Hadji Chekal Affari. La JS Kabylie a signé un retour remarqué sur le devant de la scène. Conduite par le technicien allemand Josef Zinnbauer, la formation de la ville des Genêts a terminé vice-championne d'Algérie, derrière le MC Alger, sacré pour la deuxième fois de rang.

CAN FÉMININE 2025

## L'EN éliminée face au Ghana aux tirs aux buts

La sélection nationale féminine de football, a été éliminée aux quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025), après sa défaite

ce samedi face au Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). Qualifiée pour la première de son histoire pour les quarts de finale, après cinq éliminations de suite dès le premier tour (2004, 2006, 2010, 2014, 2018), l'Algérie a terminé deuxième du groupe B, au premier tour, grâce à un

succès face au Botswana (1-0) et deux nuls face à la Tunisie et le Nigeria, sur le même score (0-0). Le dernier demi-finaliste sera connu ce soir, à l'issue du match entre l'Afrique du Sud (tenant du titre) et le Sénégal (20h00). Les demi-finales se joueront le mardi 22 juillet,

alors que la finale aura lieu le samedi 26 juillet. Douze (12) sélections ont pris part à ce tournoi continental, répartis en trois groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se sont qualifiés pour les quarts de finale.

ATHLÉTISME / MEETING DE MADRID

## Trois athlètes algériens en lice

Les demi-fondistes algériens, Yacine Hethat, Djamel Sedjati et Haïthem Chenitef seront engagés dans le Meeting international de Madrid, prévu samedi et dimanche dans la capitale espagnole. Sedjati et Hethat seront engagés sur le 800 mètres, mais chacun de son côté, puisque le premier cité disputera la finale (A) alors que le second sera engagé dans la finale (B), au moment où Haïthem Chenitef disputera la finale du 1500 mètres. Les courses des trois algériens sont prévues samedi soir, au premier jour de la compétition. Hethat sera le premier à concourir vers 20h50, puis se sera au tour de Chenitef de faire son entrée en lice (à 21h57), et enfin Sedjati (à 22h20).

CHAMPIONNAT QATARI

## Aït Abdesslam rejoint Muaiter SC

Le défenseur Ahmed Aït Abdesslam, en fin de contrat avec le Paradou AC, s'est engagé avec le club qatari d'Al-Muaiter SC, a annoncé le club pensionnaire de la division 2 qatarie de football, samedi soir sur ses réseaux sociaux. Sans dévoiler la durée du contrat, le club a souhaité

«bonne chance» à Aït Abdesslam (27 ans) «en espérant qu'il contribuera à la réalisation des ambitions de l'équipe pour un retour parmi l'élite», précise le communiqué.

Aït Abdesslam a entamé sa carrière avec son club formateur la JS Kabylie, avant

d'opter pour le CR Belouizdad en 2021. Deux saisons plus tard, il signe au PAC avec lequel il a évolué jusqu'à la fin du précédent exercice. Il rejoint le contingent de joueurs algériens évoluant au Qatar, avec l'espoir de relancer sa carrière.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE JUNIORS DE JUDO (ÉPREUVES INDIVIDUELLES)

## L'Algérie vice-championne, avec 10 médailles

La sélection algérienne juniors (Garçons et Filles) de judo a décroché la deuxième place aux épreuves individuelles des Championnats d'Afrique 2025 de la catégorie, disputées samedi à Luanda (Angola), avec un total de dix médailles (4 or, 1 argent et 5 bronze).

Les médailles d'or algériennes ont été remportées par Oussama Hezil (-66 kg),

Abdeslam Belbelhout (-73 kg) et Othmane Arbaoui (-100 kg) chez les messieurs, ainsi que par Lydia Kechout (-78 kg) chez les dames.

L'unique médaille d'argent a été l'œuvre de Nourhane Ghazali chez les -57 kg (dames).

La moisson algérienne a été bonifiée par cinq médailles en bronze, remportées

par Anis Saoudi (-60 kg), Ayoub Benlari-bi (-66 kg), Abdelmoumen Haouam (-73 kg) et Imad Mehibel (-81 kg) chez les messieurs, ainsi que par Razan Yasmine Yousfi chez les +78 kg (dames).

La journée de dimanche sera consacrée aux épreuves par équipes mixtes et seules les nations disposant de quatre judokas et plus pourront y prendre part.

REAL MADRID

# L'exigence hors norme de Vinicius



Alors que le Real Madrid pensait avoir tourné la page des conflits d'égo, un nouveau feuilleton secoue la Maison-Blanche. Et cette fois, il concerne l'un des joueurs les plus emblématiques de l'effectif. Vinicius, figure offensive du club, réclame une revalorisation hors normes pour conserver son statut de leader. Mais ses exigences risquent de raviver les tensions au sein d'un vestiaire déjà sous pression. Selon les informations du média Don Balon, Vinicius souhaite obtenir une revalorisation salariale majeure pour devenir le joueur le mieux payé du Real Madrid, devant même Kylian Mbappé. L'international brésilien, sous contrat jusqu'en 2027, demande un salaire annuel de 20 millions d'euros, ainsi qu'une prime de renouvellement. Une exigence jugée démesurée par certains au sein du club, d'autant que la direction madrilène avait déjà consenti à un effort financier pour ajuster son plafond salarial en faveur du joueur. Toujours selon Don Balon, l'entourage de Vinicius, représenté par Federico Pena, estime que "si la requête du joueur n'aboutit pas, Vinicius pourrait regarder ailleurs". Ce message à peine voilé réactive certaines rumeurs venues du Golfe, où

RMC Sport évoque une offre d'un milliard d'euros sur cinq ans formulée depuis l'Arabie Saoudite. Une proposition vertigineuse, qui plane comme une menace sur la table des négociations. Depuis l'arrivée de Kylian Mbappé l'été dernier, la hiérarchie offensive semble avoir changé au Real Madrid, au grand dam de Vinicius, qui vivait jusque-là son apogée sous les projecteurs. Sa baisse d'influence sur le terrain a contribué à raviver la frustration. Une situation qui met Xabi Alonso dans une position délicate, au moment même où le club doit relancer une nouvelle dynamique. Reste à savoir si Florentino Perez choisira de céder à ces nouvelles exigences. Car au-delà de l'argent, c'est la cohésion du vestiaire qui est en jeu.

## LE REAL TOUCHE LE JACKPOT AVEC LA CASTILLA

Sur un tout autre volet et alors que tous les projecteurs sont braqués sur les grandes manœuvres estivales, c'est du côté de son centre de formation que le Real Madrid réalise ses plus belles opérations financières. Peu mis en lumière, mais diablement efficaces, les jeunes de la Castilla sont devenus la principale source de revenus du club sur ce mercato. Un phéno-

mène discret mais structuré, qui pourrait bien rapporter gros aux Merengues dans les semaines à venir. Avec près de 182 millions d'euros déjà investis sur Dean Huijsen, Trent Alexander-Arnold, Franco Mastantuono et Alvaro Carreras, le Real Madrid a lourdement dépensé. Pourtant, aucune vente majeure de l'équipe première n'a été actée pour équilibrer les comptes. Seuls les départs libres de Luka Modric,

Lucas Vazquez et Jesus Vallejo ont allégé la masse salariale. Mais côté recettes, c'est surtout la Castilla qui brille, avec 14 millions d'euros déjà encaissés via les transferts de Víctor Muñoz (Osasuna), Rafa Obrador (Benfica) et Youssef Enríquez (Alavés). Et le Real Madrid ne se contente pas de vendre. Le club garde la main avec des clauses de rachat ou des pourcentages sur les reventes, précise Foot Mercato. Exemple avec Víctor

Muñoz, pour lequel 50 % des droits ont été conservés. Même chose pour Youssef Enríquez, dans une logique de profit à moyen terme. Les prochaines cessions devraient rapidement suivre. Le Real Madrid négocie déjà pour Jacobo Ramon, ciblé par le Betis Séville, Levante, Rayo Vallecano, mais aussi par Côme, dans un deal similaire à celui de Nico Paz, vendu pour 6 M€ avec une clause de rachat fixée à 8 M€.

INTER MILAN

## Le forcing de l'Inter pour Dumfries

Le temps presse pour le FC Barcelone. Déterminé à renforcer son couloir droit, le club catalan a jeté son dévolu sur Denzel Dumfries, mais tarde à concrétiser son intérêt. Pendant ce temps, l'Inter Milan s'impatiente et commence à hausser le ton. Une situation tendue où chaque jour compte, surtout lorsqu'une clause libératoire encadre le transfert du Néerlandais. Et les dernières déclarations de la direction de l'Inter de Milan pourraient bien changer la donne. Depuis plusieurs semaines, Denzel Dumfries figure parmi les cibles principales du Barça au poste de latéral droit. Auteur d'une saison remarquable sous les couleurs de l'Inter Milan, notamment lors de sa double confrontation face aux Blaugranas en Ligue des Champions, le joueur de 29 ans a démontré toute sa valeur sur le plan européen. Une perfor-

mance qui a renforcé l'intérêt du Barça, d'autant que Denzel Dumfries dispose d'une clause libératoire fixée à 25 millions d'euros, applicable uniquement durant ce mois de juillet. Mais malgré cette belle opportunité financière, les négociations piétinent. Foot Mercato rapporte d'ailleurs que Jorge Mendes, l'agent de Denzel Dumfries, s'est entretenu avec les dirigeants catalans afin d'accélérer le dossier. Pendant ce temps, l'Inter Milan, conscient du potentiel départ du Néerlandais, s'impatiente.

### UNE CLAUSE SUR LE POINT D'EXPIRER

Samedi, le directeur sportif de l'Inter, Piero Ausilio, est monté au créneau. S'exprimant auprès du Mundo Deportivo, le dirigeant italien a tenu à faire une mise au point claire sur l'état du dossier

Denzel Dumfries : « Nous n'avons reçu aucune proposition formelle du Barça pour Denzel Dumfries. Il y a une clause libératoire, c'est vrai... mais elle expirera bientôt, et nous passerons à autre chose », a-t-il lancé, manifestement agacé par l'inaction catalane. A en croire le média espagnol, le Barça est actuellement englué dans d'autres priorités sur le mercato, notamment dans le secteur offensif. Cette lenteur inquiète le clan Dumfries, d'autant plus que le calendrier joue contre eux.

Alors que Denzel Dumfries est toujours sous contrat avec l'Inter Milan jusqu'en 2028, la clause qui pourrait permettre au Barça de conclure ce transfert à un tarif raisonnable ne sera plus active au-delà de juillet. Un contexte qui pousse l'Inter à envisager d'autres options en cas d'échec. Si le club catalan souhaite

réellement enrôler Denzel Dumfries, il va devoir se positionner rapidement. Faute de quoi, l'Inter Milan, fort de la fermeté affichée par Piero Ausilio, fermera définitivement la porte à ce deal.

O MARSEILLE

## Paixao débarque à la cité phocéenne

Alors que le mercato bat son plein, l'Olympique de Marseille a multiplié les mouvements pour se renforcer. Mais une opération majeure est sur le point d'aboutir : Igor Paixao, l'ailier brésilien de Feyenoord, est tout proche de poser ses valises sur la Canebière. Montant de l'opération ? Une somme record dans l'histoire de l'OM, qui prouve une ambition claire à l'aube d'une saison où la Ligue des Champions attend. Depuis le début de l'été, l'Olympique de Marseille s'active en coulisses pour bâtir un effectif compétitif. Les arrivées de CJ Egan-Riley, Angel Gomes et Facundo Medina ont lancé les grandes manœuvres, mais le secteur offensif restait la priorité absolue. Dans cette optique, Roberto De Zerbi a jeté son dévolu sur Igor Paixao, auteur de belles performances avec

Feyenoord Rotterdam. D'après Foot Mercato, un accord contractuel entre Igor Paixao et le club olympien était déjà scellé depuis plusieurs semaines. Restait à convaincre le club néerlandais, peu enclin à lâcher l'un de ses meilleurs éléments. Mais Marseille a accéléré le tempo ces derniers jours.

### UN ACCORD A ÉTÉ TROUVÉ AVEC FEYENOORD

Selon la même source, l'OM s'apprête à déboursier 35 millions d'euros, bonus compris, pour finaliser la venue d'Igor Paixao. Un investissement conséquent qui ferait de lui le joueur le plus cher de l'histoire du club, devant Vitorinha (32 millions d'euros). Le contrat, qui devrait s'étendre jusqu'en 2030, est prêt à être signé. Toutes les parties sont optimistes

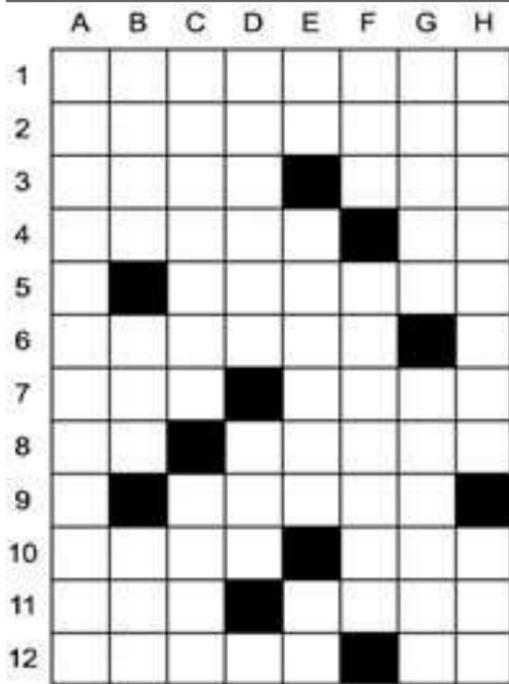
pour une officialisation imminente. Igor Paixao s'inscrit dans la volonté de proposer un football offensif et rapide, conforme aux attentes de De Zerbi. Cependant, une ombre plane : le joueur s'est blessé récemment et ne sera pas opérationnel avant quelques semaines, un détail que le club phocéen anticipe avec sérénité. L'arrivée d'Igor Paixao ne sera pas la dernière. En parallèle, Pierre-Emerick Aubameyang va effectuer son retour à Marseille, preuve que la direction ne ménage pas ses efforts pour offrir une attaque de qualité. Mais c'est bien le Brésilien de Feyenoord qui symbolise l'ambition olympienne : jeunesse, explosivité, potentiel de revente. Si tout se passe comme prévu, Igor Paixao deviendra un élément clé du projet marseillais.

EINTRACHT FRANCFORT

## Ekitike se rapproche de Liverpool

Buteur à 22 reprises en 48 matchs (toutes compétitions confondues) la saison passée, Hugo Ekitike ne disputera pas le premier match amical de préparation de l'Eintracht Francfort. Le Français ne figurait pas sur la liste des joueurs sélectionnés pour affronter le PSV Francfort (qui évolue en Regionalliga, la quatrième division allemande). Arrivé en Allemagne l'été dernier pour 16,5 millions d'euros et sous contrat jusqu'en 2029, le joueur de 23 ans est déjà sur le départ. Comme le révélait RMC Sport, l'attaquant français a trouvé un accord avec Liverpool pour une arrivée dès cet été. La direction des Reds a déjà entamé les négociations avec celle de Francfort, pour essayer de boucler le transfert et de renforcer son secteur offensif. Également convoité par Manchester United et Newcastle, Hugo Ekitike ne souhaite rejoindre que Liverpool, champion d'Angleterre en titre, où il devrait signer pour six ans. L'opération pourrait être la plus chère de l'histoire de Francfort, qui ne compte pas braquer son joueur cet été. Troisième de Bundesliga à l'issue de l'exercice 2024-2025, le club allemand espère autour de 90 millions d'euros pour son attaquant.

# Mots Croisés



### VERTICALEMENT

- A. Développant sa résistance (s').
- B. Ne conserve pas. Cité du Pérou. Rouleau de plumes.
- C. L'art de faire des cocottes. Un plus dans la caisse.
- D. Leçon faite aux enfants. Il s'expose au Louvre.
- E. C'est l'exercice. Montrerais les dents. Dangereux concurrent.
- F. Il ne s'ouvre pas sans bruit. Il est là pour renseigner.
- G. Finit par se dégager. Prénom d'un cinéaste américain.
- H. Petit grenier. Il finit rasé par les mufles.

### HORIZONTALEMENT

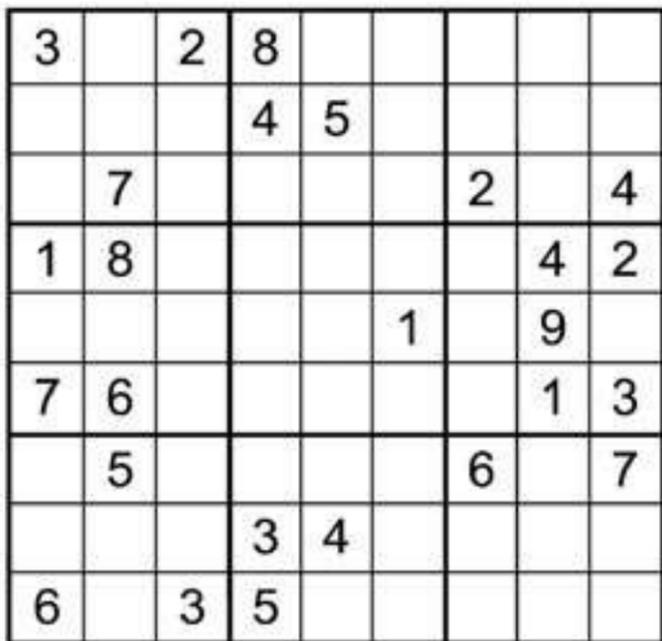
- 1. Ça sent toujours bon là où on les met.
- 2. Il mena une vie d'Apache.
- 3. Absolument tout confondre. République arabe unie.
- 4. Prénom masculin. Neptunium.
- 5. Retenue à la chambre.
- 6. Ira de pair.
- 7. Point loin. Met le moral en berne.
- 8. Titre de prince abrégé. Mis à sac.
- 9. Beaucoup, pour le peuple.
- 10. Sortie de chien. Peintre dadaïste français.
- 11. Mot qui repousse. Inventeur d'un bec.
- 12. Elles gênent la vue. Il se lance sur bien des pistes.

# LES MOTS FLÉCHÉS

ARMES À FEU	ETOILE DU CENTAURE	ANCIEN TROU DE MAÇON	MISE DANS UN TRONC	GROUPE DE MUSICIENS	SE RENDENT
CAUSER BIEN DU TRACAS	FICHES DE CUISINE	INDIEN DE L'UTAH	GRAND PAYS D'ASIE	DÉGERTS DE SABLE	PARTIE OCCIDENTALE D'UN PAYS
C'EST LE NORD					
ABRI DE BERGER			SENTIMENT DE REPUGNANCE		
DRUCKER AU CINÉMA		FEMME DE LA MYTHOLOGIE			RECUES POUR DES ONDES
APPEL DISCRET					
IL EST COUPÉ QUAND IL EST MÔR	PLEURNICHER (SE)				SCANDIUM POUR LE CHIMISTE
					ENLEVA
GROS CŒUR					QUI EST CONTENT DE LUI
MILLE MÈTRES					POIGNÉE POUR PRENDRE LA TASSE
	ON LE RANGE POUR LE BRÛLER	FLEUVE DE LISBONNE	DISTRIBUER	MOUVEMENTS	QUI A VU LE JOUR
		PLUTÔT FORTICHES	MÉGAL-OCTET	GARDE EN MAIN	SYNONYME DE DO
ILLUSIONNISTE					
ADVERSAIRES					
LE PETIT ÉCRAN			DONC BIEN VISIBLE		
CHANGE D'AIR			PRÉFIXE QUI RÉUNIT		
			LE DERNIER REPAS DE JÉSUS		
ILS PEUVENT NOUS FAIRE REBONDIR					



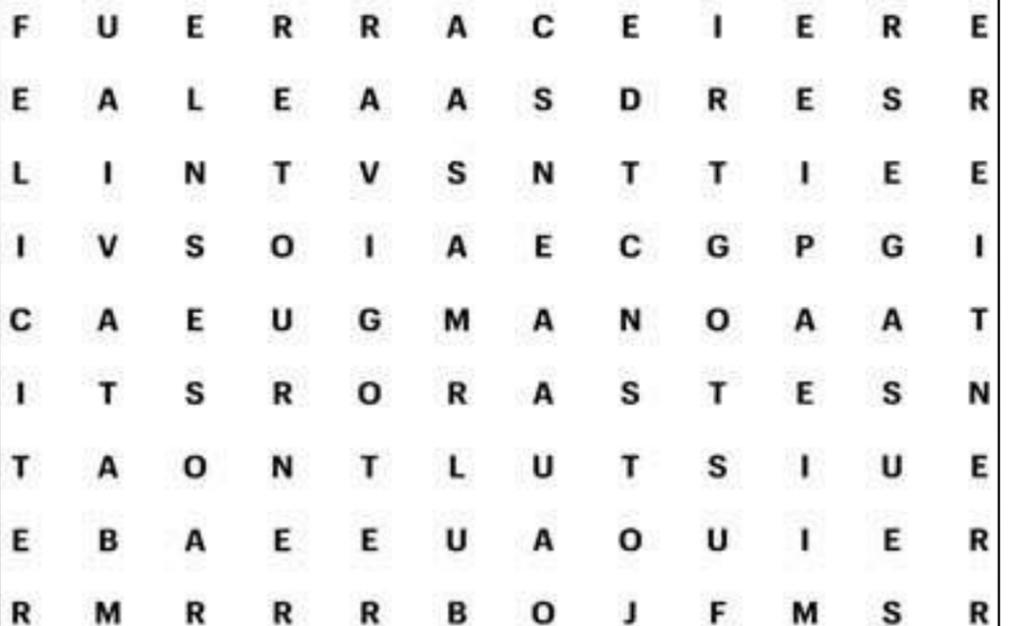
# SUDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

# MOTS MÊLÉS

ASSIS BATAVIA BATTAGE CARRE FELICITER FOURGON JALOUSIE MANOMETRE  
 ORGANDI OUTRE RANCOEUR RAVIGOTER RENTIERE REPOS RETOURNER RETRACTER  
 SENTIER SIGNALER SUISSE ULTIMATUM USAGE



AIN BENIAN

# Un centre médico-social pour les artistes

Le ministre de la Culture et des Arts, Zohir Bellalou, a procédé ce samedi à la pose de la première pierre du centre médico-social des artistes à Ain Benian, à l'ouest d'Alger. Un projet ambitieux rattaché à l'ONDA, conçu pour offrir un accompagnement sanitaire et social aux artistes algériens, souvent laissés pour compte.

**Samy Terki**

Le quartier «El Manzhar El Djamîl», à Ain Benian, a été le théâtre d'un événement important ce samedi 19 juillet. Le ministre de la Culture et des Arts, Zohir Bellalou, y a donné le coup d'envoi officiel d'un projet que de nombreux artistes attendaient depuis longtemps, un centre médico-social spécialement conçu pour répondre à leurs besoins de santé et d'accompagnement.

Ce centre, qui relève de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), a pour mission principale de garantir «récupération, soins et accompagnement social» aux artistes, selon les termes mêmes du ministre. L'édifice, dont les travaux démarreront dans les prochains jours, sera érigé sur un terrain situé dans la commune d'Ain Benian, à l'ouest d'Alger.

Le ministre a visité le site en compagnie du directeur général de l'ONDA, Samir Thaâlbî, des représentants des autorités locales, ainsi que de plusieurs artistes venus marquer leur soutien à cette initiative. Sur place, une présentation détaillée du projet a été assurée

par le bureau d'études et l'entreprise en charge des travaux. Les délais de réalisation ont été fixés à 18 mois, avec une livraison prévue en janvier 2027.

Le coût total du projet a été estimé à 912 millions de dinars algériens. L'établissement comprendra un bâtiment de trois étages, avec un sous-sol, intégrant plusieurs spécialités médicales, médecine générale, cardiologie, diabétologie, ophtalmologie, neurologie, médecine du travail, psychiatrie. Il disposera aussi d'un laboratoire d'analyses médicales et d'un centre moderne d'imagerie et de diagnostic.

En plus des soins médicaux, le centre prévoit des espaces dédiés à l'hébergement temporaire et à l'hospitalisation, ainsi qu'un accompagnement psychologique adapté, pour soutenir les artistes dans des situations de détresse ou de vulnérabilité. Dans son discours, Zohir Bellalou a insisté sur l'importance symbolique et sociale de ce projet : «Ce centre médico-social est un projet prometteur qui vient enrichir la carte des infrastructures du secteur. Il s'inscrit dans une vision stratégique et une feuille de route élaborées par le ministère à tra-



vers l'ONDA, en réponse à des besoins légitimes exprimés par les artistes eux-mêmes.

Le ministre a également rappelé que ce projet entre dans le cadre de «la mise en œuvre de l'engagement numéro 46 du programme du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, qui prévoit dans son cinquième point la valorisation de la profession d'artiste, de tous les acteurs du domaine culturel, la promotion

de leur rôle social et de leur statut juridique, ainsi que la création de mécanismes garantissant une vie digne qui préserve leur dignité». Zohir Bellalou a enfin adressé un message clair aux ingénieurs, entreprises de réalisation et bureaux de suivi : «Il est impératif de respecter les délais fixés et de veiller à la qualité de l'exécution pour que ce centre réponde aux standards modernes et aux besoins réels de nos artistes». À travers cette

nouvelle structure, c'est toute une profession, souvent fragilisée par la précarité et les difficultés d'accès aux soins, qui espère retrouver une reconnaissance concrète et des conditions de vie plus humaines. Pour beaucoup d'artistes présents, ce moment marque un tournant, celui d'un avenir plus serein, où la santé et la dignité de l'artiste ne seront plus laissées pour compte.

S. T.

CINÉMA

## Hadjera Sebbata et Tayeb Touhami plaident pour le film commercial

À l'occasion de la rencontre cinématographique «TIK» organisée par la Cinémathèque d'Alger, la réalisatrice Hadjera Sebbata et le scénariste Tayeb Touhami ont échangé autour de leurs œuvres Tayara safra et La Saqia, de la relation entre cinéma et mémoire, et des défis de l'industrie cinématographique algérienne.

Dans le cadre des rencontres cinématographiques semestrielles «TIK», organisées par la Cinémathèque d'Alger sous la coordination du journaliste et critique Amar Bourouis, deux figures du cinéma algérien, la réalisatrice Hadjera Sebbata et le scénariste Tayeb Touhami, ont été invitées à échanger avec le public sur leurs dernières productions et sur la situation actuelle du cinéma en Algérie. Devant une assistance composée de passionnés de cinéma et de professionnels, Hadjera Sebbata est revenue sur son film Tayara safra, réalisé en 2024 à l'occasion des soixante ans de l'indépendance. Elle a présenté le parcours du film et les récompenses qu'il a déjà reçues, dont une mention spéciale du jury dans un festival en Italie, la quatrième distinction en moins d'un an. Pour elle, ce succès est un moteur pour continuer : «Le film, chaque fois qu'il participe, il reçoit une récompense».

La réalisatrice a aussi rappelé son long parcours dans le secteur audiovisuel, qu'elle a intégré il y a 25 ans, en collaborant avec des réalisateurs de renom comme Djaâfar Gacem, Lyes Salem, Saïd Ould Khalifa, Bachir Derrais ou encore Fatma-Zohra Zamoum. Elle insiste sur l'importance de cette expérience : «Les 25 années d'expérience étaient nécessaires, car le réalisateur doit maîtriser les aspects techniques et artistiques. Le cinéma a son propre langage, il faut le connaître». Malgré un budget limité, attribué dans le cadre du soutien du

ministère de la Culture, Sebbata souligne que la réussite du film est due à l'engagement du groupe de travail. Tayara safra n'a pas encore terminé son chemin, des projections sont prévues dans plusieurs festivals internationaux, notamment au Canada, au Rwanda et au Botswana.

Pour Hadjera Sebbata, ce film a une valeur particulière. Il s'agit de sa première expérience dans le traitement de la Révolution algérienne au cinéma. Elle affirme : «Je suis fière de mon film. Il parle de la Révolution et promeut l'identité nationale à travers l'image cinématographique».

Elle estime que la cinématographie algérienne doit sortir au-delà des frontières et s'adresser au monde, car :

«L'image est le langage le plus sincère et le plus diffusé entre les peuples. Il est très important que nous fassions voyager nos films à l'étranger».

Sur le lien entre le cinéma et l'histoire, elle insiste : «La Révolution algérienne est à l'origine du cinéma algérien avec Chandlerli». Elle rappelle le rôle fondamental de la femme dans le cinéma révolutionnaire, citant Assia Djebar, Djamilia Sahraoui, Yamina Chouikh parmi d'autres. Elle considère essentiel que la Révolution soit racontée dans les films, notamment la contribution des femmes algériennes à la lutte de libération.

À travers Tayara safra, Sebbata a voulu aborder l'aspect humain et psychologique des souffrances vécues durant la colonisation. Elle affirme : «Nous sommes aujourd'hui responsables, en tant qu'acteurs du cinéma, de produire des films crédibles qui traversent les frontières».

Elle appelle à améliorer le scénario et la narration, condition nécessaire selon elle pour que les films trouvent un public : «Il faut faire la promotion des œuvres, faire appel au privé pour financer le

cinéma».

Elle souligne l'absence de mécanismes de distribution en Algérie, indiquant qu'elle a souvent été contrainte de financer elle-même la promotion de son film à l'étranger, notamment lors d'un festival au Canada.

Pour sa part, Tayeb Touhami, scénariste du film d'animation La Saqia, a mis en avant l'importance de ces espaces d'échange : «La Cinémathèque ouvre un espace précieux pour les amateurs de cinéma et permet de nourrir l'expérience cinématographique en Algérie».

Il a salué le parcours de Hadjera Sebbata, déclarant : «La réussite d'Hadjera, c'est la réussite de la femme algérienne dans son combat pour exister dans le cinéma».

Tayeb Touhami a ensuite présenté La Saqia, film d'animation en 3D, une expérience inédite dans son parcours. Il explique : «C'était un grand défi car il a fallu maîtriser la technique. Nous avons pensé d'abord à un court métrage, mais le sujet et le scénario qui condamnent le colonialisme nous ont imposé un format différent. Toute personne qui regarde ce film ressent l'atrocité des crimes de cette époque».

Il a tenu à souligner que la réalisation a été 100 % algérienne, malgré les difficultés techniques et financières. Le film a été soutenu par le ministère des Moudjahidine, notamment à l'occasion de la commémoration des événements de Sakiet Sidi Youcef, qui ont inspiré le scénario.

Touhami note que cette production a permis de révéler les capacités techniques algériennes, notamment en matière d'images de synthèse. Le film a été projeté en Tunisie et devrait participer à la prochaine édition du Festival d'Alexandrie. Abordant plus largement la situation du secteur, Touhami affirme :

«Il n'existe pas de véritable industrie cinématographique en Algérie. Même lors des grandes occasions, on parle encore de relancer le cinéma».

Il constate cependant que les jeunes créateurs ont relevé de nombreux défis et propose une nouvelle dynamique : «L'enjeu aujourd'hui est de ramener le public dans les salles».

Il insiste sur l'importance de la continuité : «Le film de Pierre Clément La Saqia avait fait reconnaître la guerre d'Algérie comme une révolution. La narration historique doit se poursuivre».

Il appelle à intégrer les récits humains dans les films historiques : «Ce sont ces histoires qui donnent à la Révolution une portée universelle».

Les deux intervenants ont conclu la rencontre en appelant à plus de diversité dans la production cinématographique algérienne. Hadjera Sebbata affirme : «Nous devons nous tourner vers le film commercial, que nous ne possédons pas encore». Elle estime que le film commercial est essentiel pour financer le cinéma par les recettes et attirer le public.

Ils citent l'exemple du Nigeria, dont l'industrie cinématographique rapporte plus de 3 milliards de dollars et se place au deuxième rang mondial derrière l'Inde, dépassant même Hollywood. Touhami insiste : «Il serait utile d'écouter les professionnels nigériens. Ils ont bâti une industrie cinématographique avec peu de moyens. C'est une expérience proche de la nôtre».

Tous deux plaident enfin pour une réforme de l'environnement cinématographique, à travers la création d'infrastructures, l'encouragement du secteur privé, et le soutien à la nouvelle génération pour qu'elle puisse s'exprimer à travers tous les genres cinématographiques, y compris commerciaux.

S. T.

# 16



- Alger 31°
- Ouargla 44°
- Oran 30°
- Constantine 31°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
03:45	12:54	16:43	20:05	21:47

## 800 M : DJAMEL SEDJATI TRIOMPHE À MADRID

Le demi-fondiste Djamel Sedjati, médaillé de bronze aux derniers Jeux olympiques, a signé un retour remarquable en remportant l'épreuve du 800 mètres lors du meeting international d'athlétisme de Madrid. Maîtrisant la course de bout en bout, Sedjati s'est

imposé avec un excellent temps de 1'43"53, devançant l'Espagnol Mariano Garcia (1'43"62) et le Français Yanis Meziane (1'43"93), lui aussi d'origine algérienne. Né en 2002 au Japon, Meziane est le fils d'un père algérien et d'une mère allemande.



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 21 JUILLET 2025 // N°1120 // PRIX 20 DA

AU MAROC

## 76 % des ménages s'appauvrissent

**La situation sociale au Maroc devient de plus en plus préoccupante. Selon les dernières données du Haut-Commissariat au Plan (HCP), 76 % des ménages marocains déclarent une dégradation de leur niveau de vie au cours des douze derniers mois.**

Un chiffre révélateur d'un malaise profond, dans un contexte marqué par l'inaction perçue des autorités face à la crise. Alors que seuls 6,8 % des foyers constatent une amélioration de leurs conditions, et à peine 2,17 % ne notent aucun changement, le pessimisme prévaut. Près de la moitié des ménages s'attendent à une nouvelle détérioration de leur situation au cours de l'année à venir, contre seulement 9,7 % qui espèrent une embellie. Ce climat morose se reflète également sur le marché de l'emploi. D'après le même rapport, 71 % des ménages anticipent une hausse du chômage, nourrie par l'essoufflement des politiques d'emploi et l'absence de réformes concrètes. Les mesures annoncées peinent à convaincre une population de plus en plus sceptique. La consommation aussi est en berne : 72 % des Marocains estiment que la conjoncture



actuelle n'est pas propice à l'achat de biens durables, illustrant une stagnation du pouvoir d'achat et une fragilisation du marché intérieur. Les données du HCP soulignent une nette détérioration de la situation financière des ménages. Plus de 40 % d'entre eux sont contraints de s'endetter ou de puiser dans leurs économies pour subvenir à

leurs besoins, tandis que 57 % déclarent vivre en équilibre précaire, sans marge financière. Seule une infime minorité (1,8 %) a réussi à épargner. Et pour l'avenir, les perspectives sont encore plus sombres : 91 % des familles affirment qu'elles ne seront pas en mesure d'épargner dans les 12 mois à venir. Une tendance qui révèle non seulement un

profond désespoir social, mais aussi un risque croissant de rupture du tissu social si aucune réponse n'est apportée. La flambée des prix aggrave encore les tensions. Près de 94 % des ménages ont constaté une hausse marquée des prix des produits alimentaires en un an, et 79 % anticipent une nouvelle envolée. Ce quotidien oppressant, marqué par la hausse continue des prix des biens essentiels, alimentation, santé, logement, contraste avec la posture du régime, jugé indifférent aux souffrances populaires. Le Makhzen est accusé de rester passif face aux difficultés croissantes des citoyens, tout en favorisant les élites économiques et les groupes d'influence. Cette perception d'un pouvoir déconnecté des réalités sociales alimente un sentiment d'exclusion, de frustration et de défiance vis-à-vis d'un système qui semble ignorer l'urgence de la situation.

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## L'UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1 SUR LA PLUS HAUTE MARCHÉ DU PODIUM

L'université Mentouri de Constantine 1 s'est hissée en tête des universités algériennes dans le classement international Webometrics, édition de juillet 2025, confirmant une nouvelle fois son leadership académique et scientifique, et renforçant la position des universités algériennes sur la scène mondiale de l'enseignement supérieur. Cette distinction vient confirmer le prestige dont jouit l'université, tant sur le plan national qu'international, poursuivant ainsi sa série de performances remarquables dans ce classement réputé depuis plusieurs années. Les résultats publiés mettent en lumière l'excellence de l'université Constantine 1, qui a obtenu la première place à l'échelle nationale, devançant plusieurs institutions prestigieuses. Elle est suivie par l'université de Biskra, en deuxième position, et l'université de M'sila, qui occupe la troisième place. Dans une déclaration accordée au journal El Khabar, le recteur de l'université Mentouri Constantine 1, le professeur Ahmed Bouras, a exprimé sa profonde gratitude

envers les équipes pédagogiques et administratives de l'université. Il a souligné que cette performance est le fruit des efforts constants fournis par l'ensemble des composantes de l'université pour atteindre des niveaux toujours plus élevés d'excellence et d'innovation, saluant leur engagement au service du rayonnement de l'université. Il a également précisé que le classement Webometrics repose sur plusieurs critères rigoureux d'évaluation de la performance des établissements d'enseignement supérieur, notamment la réputation académique, qui reflète l'impact de l'université dans les cercles scientifiques et académiques internationaux, la production et l'influence de la recherche scientifique, mesurées par le volume, la qualité et les citations des publications, ainsi que la coopération internationale, illustrant l'ouverture de l'université aux partenariats et collaborations avec des institutions du monde entier. Il convient de rappeler que le classement Webometrics est publié par le Conseil supérieur de la recherche scientifique en Espagne

(CSIC) depuis 2004, avec pour objectif principal de promouvoir l'accès libre à la connaissance produite par les universités. L'édition de juillet 2025 couvre environ 32 000 établissements d'enseignement supérieur à travers le monde, ce qui en fait l'un des classements les plus exhaustifs. Il repose sur des indicateurs webométriques (liés à la présence et à l'impact numérique de l'université sur Internet) et bibliométriques (liés à la production scientifique publiée). Les données proviennent de sources mondialement reconnues telles que Majestic, OpenAlex et Scimago-Scopus. Les données web sont collectées durant les premiers jours du mois de juillet, tandis que les indicateurs bibliométriques couvrent la période 2020-2024. Enfin, les résultats du classement Webometrics sont globalement cohérents avec ceux des autres classements internationaux reconnus, avec la particularité de fournir des données sur un grand nombre d'établissements issus du Sud global, souvent absents des autres classements majeurs.

## DES CENTAINES DE MANIFESTANTS À BROOKLYN POUR EXIGER UN CESSÉ-LE-FEU À GHAZA

La manifestation organisée à Sunset Park sous le slogan « Cessez-le-feu maintenant », a rassemblé des personnes issues de divers horizons, ainsi que des militants et des défenseurs des droits humains venus exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et dénoncer l'utilisation par l'entité sioniste de la famine comme arme de guerre dans la bande de Gaza, souligne l'agence de presse palestinienne Wafa. Les manifestants ont brandi des pancartes réclamant l'arrêt immédiat de l'agression sioniste à Gaza et la fin du soutien de l'administration américaine à l'entité sioniste, ajoute la même source. La marche s'inscrit dans le cadre d'une série de manifestations organisées samedi dans plusieurs villes américaines, notamment à Collingswood dans le New Jersey et Somerville dans le Massachusetts, en solidarité avec le peuple Palestinien de la bande de Gaza. Cette semaine, l'accent a été mis particulièrement sur le soutien aux initiatives de boycott et sur l'interdiction d'envoi d'armes américaines à l'entité sioniste.

## NOUVELLE POINTE RECORD DE LA DEMANDE EN ÉLECTRICITÉ

Les services de Sonelgaz ont enregistré, pour la sixième fois au cours du mois de juillet en cours, un niveau historique de demande en électricité. Ce pic a atteint hier 20 248 mégawatts à 14h46, coïncidant avec une hausse sensible des températures dans plusieurs wilayas du pays, notamment dans les régions côtières et intérieures, où les niveaux d'humidité sont également en forte augmentation. Face à ces conditions climatiques particulières, qui représentent un véritable défi, les équipes de Sonelgaz poursuivent leurs efforts pour garantir la qualité et la continuité du service. Cela témoigne de leur professionnalisme, de leur disponibilité sur le terrain et de l'efficacité du plan d'action mis en œuvre en prévision de l'été 2025, ainsi que de l'importance des investissements majeurs réalisés pour renforcer le réseau national. À noter que, parallèlement à sa réponse efficace à la demande intérieure record, Sonelgaz continue d'assurer les exportations d'électricité vers la Tunisie.